

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
RÉGIME MATRIMONIAL

DANS LA COUTUME DE

CLERMONT-EN-BEAUVOISIS

AU XIII^e SIÈCLE

d'après **Philippe de BEAUMANOIR**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Jeudi 24 Janvier 1901, à 2 heures 1/2

PAR

EDOUARD PLIVARD

CLERMONT (OISE)

IMPRIMERIE DAIX FRÈRES

3, PLACE SAINT-ANDRÉ, 3

1901

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
RÉGIME MATRIMONIAL

DANS LA COUTUME DE

CLERMONT-EN-BEAUVOISIS

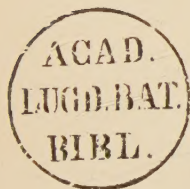
AU XIII^e SIÈCLE

d'après **Philippe de BEAUMANOIR**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Jeudi 24 Janvier 1901, à 2 heures 1/2



PAR

EDOUARD PLIVARD

Président : M. LEFEBVRE, professeur.

*Suffragants : { MM. CHÉNON, professeur.
GARÇON, professeur.*

CLERMONT (OISE)

IMPRIMERIE DAIX FRÈRES

3, PLACE SAINT-ANDRÉ, 3

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

VIE DE BEAUMANOIR

La famille de Philippe de Beaumanoir est originaire de Remi ou Remin, bourg situé près de Compiègne (canton d'Estrées-Saint-Denis). Vers le milieu du XIII^e siècle, le fief de Beaumanoir, qui est aujourd'hui un hameau dépendant de la commune de Remi, entra dans la famille ; et en 1256, Philippe, père de notre jurisconsulte, s'intitule « chevalier et sire de Beaumanoir. »

Un compte de l'Ascension 1280 est le premier document où notre Beaumanoir soit qualifié de Philippe de Remi, chevalier, seigneur de Beaumanoir.

Il naquit en 1246 soit en Beauvaisis, soit en Lorris, soit en Gâtinais, où son père remplissait les fonctions de bailli, lors de sa naissance. De 1261 à 1265, il vécut en Angleterre, en qualité de page ; il y écrivit des romans : *la Manekine*, *le Salut d'Amour*, *Jean de Dammartin* et *Blonde d'Oxford*, dont le premier et le troisième sont de véritables épopées locales, les

épopées du Comté de Clermont-en-Beauvoisis (relatives aux origines des maisons de Dammartin et de Croy). C'est grâce aux comtes de Montfort, si puissants en Angleterre et possesseurs du bourg de Remi, qu'il obtint cet emploi de page, qui le mit au courant du métier des armes et de la vie des cours royales.

Toujours est-il que Beaumanoir fut nommé bailli de Clermont le 11 mai 1279, et qu'il resta trois ans (jusqu'au 7 mai 1282) au service de Robert, comte de Clermont, sixième fils de saint Louis. C'est pendant ces trois années qu'il rédigea ses *Coutumes de Beauvoisis* dont une partie fait l'objet de l'étude qui suit.

En 1283, nous le voyons entrer dans le corps des officiers du roi, et administrer, à titre de sénéchal, le Poitou en novembre 1284, la Saintonge en 1288, le Vermandois en 1289. Chargé en 1290 d'une mission délicate à Rome, il revint la même année présider à Saint-Quentin l'assise du bailli de Vermandois. Puis il fut en 1292 bailli de Touraine, et en 1293 bailli de Senlis, jusqu'à sa mort arrivée le 7 janvier 1296, au Moncel, près de Pont-Sainte-Maxence, où il habitait. Son tombeau existait encore au XVII^e siècle dans l'Eglise des Dominicains de Compiègne.

Après la mort de Beaumanoir, mais du vivant de sa veuve Mabille de Boves, le roi acheta le Moncel et y fonda une abbaye.

AVANT-PROPOS

Il existe un certain nombre de manuscrits des œuvres de Philippe de Beaumanoir. M. Salmon en cite treize dans la récente édition, qu'il vient d'achever en 1900, des coutumes de Clermont-en-Beauvoisis ; il désigne ces manuscrits par les lettres de l'alphabet. Voici leur énumération.

- A. Bibliothèque Nationale, n° 11.652.
- B. Bibliothèque royale de Berlin. Hamilton, 193.
- C. Bibliothèque Nationale, n° 4.516.
- D. id. n° 5.357.
- E. Bibliothèque du Vatican, Christine, 1.055.
- F. id. Ottobini, 1.155.
- G. Bibliothèque Nationale, n° 24.059.
- H. id. n° 18.761.
- I. Bibliothèque de Carpentras, Perresc. LXIII.
- J. *Tribunal de Beauvais, Armoire C, 4.*

K. Bibliothèque Nationale, n° 24.060.

L. Bibliothèque d'Orléans, 401.

M. Bibliothèque de Troyes, 615.

C'est le manuscrit J. qui a été le plus récemment découvert dans la Bibliothèque du Tribunal de Beauvais. Il n'avait jamais été signalé, et serait peut-être encore enfoui dans les armoires du greffe, si M. Salmon n'avait entendu parler de son existence probable, mais problématique, par M. Bourde de la Bergerie, archiviste du Finistère. Le manuscrit fut, en effet, retrouvé par M. Salmon et lui rendit de grands services. Il est écrit au XV^e siècle, et ne contient ni signature de copiste, ni indication d'origine. La langue y est correcte et rajeunie. C'est un volume in-4°, de 27 centimètres de hauteur sur 19 de largeur, se composant de 353 folios en papier. Il y manque trois folios qui devaient contenir le prologue et la table. Les folios 346 et 345, 348 et 347 ont été intervertis. Il a appartenu au Chanoine Danse, de Beauvais, à la fin du XVIII^e siècle, ainsi que le constatent quelques lignes écrites par ce chanoine sur le verso de la couverture.

Des personnes fort autorisées m'avaient dit qu'il devait exister un manuscrit de Beaumanoir à la Bibliothèque de Clermont. N'était-il pas naturel de croire qu'une ville où Beaumanoir fut longtemps bailli possédât un exemplaire manuscrit de ses ouvrages ? Cette

supposition était d'autant plus vraisemblable qu'il est bien établi que Charondas, qui fut au XVII^e siècle procureur du roi à Clermont, s'est servi pour son commentaire de la Coutume de Paris, ed. 1613, d'un manuscrit de Beaumanoir qui est resté jusqu'alors inconnu : en effet, au folio 29, r^o, il cite les paragraphes 16, 17 et 18 du Chapitre XIV (1) conformément au manuscrit G ; et au folio 58, r^o, il cite le paragraphe 29 du chapitre XXX, conforme au manuscrit A. Il est bien peu vraisemblable que Charondas se soit servi alternativement de deux manuscrits, et très probable, au contraire, qu'il en possédait un autre différent de A et de G. C'est ce manuscrit que j'espérais trouver à Clermont, soit à la bibliothèque de la ville, soit à celle du Tribunal. Mais il n'y existe pas.

Nous possédons de bonnes éditions des coutumes de Clermont-en-Beauvoisis :

La première, imprimée à Bourges, chez Toubreau, en 1690, par les soins de Gaspard Thaumas de la Thaumassière, à la suite des Assises de Jérusalem.

La seconde, éditée en 1842, chez Renouard, par M. le comte Beugnot, et à laquelle nous nous référons, parce qu'elle est jusqu'à présent la plus répandue.

La troisième, éditée en 1900, par les soins de M. Sal-

(1) Voir édition Beugnot, 1842.

mon, chez Picard. C'est l'ouvrage le plus exact et le plus rapproché de l'original ; mais il est moins commode comme référence que celui de M. Beugnot auquel nous renverrons exclusivement le lecteur.

Nous désignerons par B. XII, 3, le paragraphe troisième du chapitre douzième des Coutumes de Beauvoisis, Édition Beugnot, 1842.

INTRODUCTION

Nous nous proposons d'étudier, au treizième siècle, à cette époque féconde où la France eut un développement d'idées et d'institutions si remarquables, l'œuvre d'un jurisconsulte dont le grand savoir, l'expérience consommée des affaires, la connaissance profonde des lacunes de la législation coutumière française, et l'esprit libéral autant que modéré avaient conçu le traité de droit coutumier le plus complet, le plus scientifique, et tout à la fois le plus original du siècle ; et, dans ce traité, nous avons choisi comme sujet d'études un ensemble d'institutions si homogènes et si fortement établies, qu'il est permis d'en désirer de semblables dans nos législations modernes ; nous y rechercherons et nous y trouverons des idées et des coutumes supérieures quelquefois, et toujours plus harmonieuses que celles de notre Code Civil.

Ce sont ces raisons qui nous ont fait choisir comme

sujet de cette étude « le Régime Matrimonial dans les Coutumes du Beauvoisis au treizième siècle, d'après Philippe de Beaumanoir ».

A ces raisons générales, déjà très suffisantes par elles-mêmes, nous sera-t-il permis d'en ajouter une autre, mais personnelle ? N'est-ce pas une étude fort attachante pour un habitant de Clermont-en-Beauvoisis, quel'étude de Philippe de Beaumanoir, qui fut bailli de Clermont, et qui écrivit son livre pendant l'exercice de cette fonction ? (1) N'est-ce pas pour nous un attrait de plus que d'évoquer l'ombre de ce grand jurisconsulte planant sur des contrées familiaires, et rendant la bonne et large justice dans le Comté de Clermont (2).

On se plaît à évoquer l'image de saint Louis rendant la justice sous le chêne de Vincennes, mais on oublie le plus souvent de rendre hommage à ses collaborateurs qui étaient quelquefois ses inspirateurs ; les baillis, les sénéchaux, les conseillers au Parlement. Toutes ces fonctions, Philippe de Beauma-

(1) Voir les Coutumes du Beauvoisis. Edition Beugnot 1842. Notice sur Philippe de Beaumanoir, page 17 ; et l'Edition Salmon, 1900.

(2) Ce sont spécialement les coutumes du Comté de Clermont que Beaumanoir étudie, car, dans le Prologue, il demande à Dieu le talent nécessaire pour faire connaître « le droit du tort, uzé et accoustumé en le conté de Clermont en Biauvoisis ». D'ailleurs il naquit à Beaumanoir, situé, non loin de Compiègne et plus près encore de Remy, sur le petite rivière de l'Aronde. On voit encore sur l'un des flancs de cette vallée de l'Aronde la ferme de « Beaumanoir ». « Noz sommes, dit notre jurisconsulte, dans son prologue, et en parlant du comté de Clermont, d'iceli païs. »

noir les exerça et mérita, par ses qualités, d'être chargé des missions les plus délicates et des travaux les plus difficiles et les plus ardu.

Il ne nous reste plus des jugements de saint Louis que ce qu'en dit la légende. De Philippe de Beaumanoir, au contraire, nous possédons le monument juridique le plus étonnant de son siècle. Nous retrouverons dans son œuvre, comme dans les grandes cathédrales gothiques, la grandeur harmonieuse alliée à la simplicité naïve, tout cet ensemble imposant et parfait qu'avaient rêvé les âmes rudes, mais intelligentes, primesautières et croyantes, qu'avaient exécuté les corps robustes et sains des Français du treizième siècle.

Nous rencontrerons dans les coutumes de Clermont-en-Beauvoisis une grande netteté et un ordre parfait dans les idées, des principes larges et humains, et un parfum de naïveté, de candeur et de vertu qui n'est pas l'un de leurs moindres mérites ; et l'on ne peut pas lire sans émotion le prologue et la péroration du livre de Beaumanoir.

Dans ce livre nous retrouverons l'image du siècle de saint Louis, si fécond et si glorieux, où l'on voit, dit M. le Comte Beugnot, « La Royauté rétablie enfin » dans ses droits, et prenant d'une main ferme la » direction des intérêts généraux de la société ; les » grands vassaux domptés et punis dans la personne » du roi d'Angleterre et du comte de Flandre ; le

» scandale des excommunications et des interdits
» réprimé par la pragmatique sanction ; la bour-
» geoisie affermissant son indépendance ; le peuple
» des villes plaçant ses associations sous l'égide de
» la couronne, et celui des campagnes appelé de
» toutes parts à la liberté ; le droit de posséder des
» fiefs accordé aux roturiers, et les terres rentrant
» dès lors dans la circulation ; la faculté d'interjeter
» appel au roi admis dans toutes les juridictions ; le
» parlement, l'Echiquier de Normandie, les Grands-
» Jours de Troyes, la cour de Toulouse, les séné-
» chaussées et les bailliages distribuant une bonne et
» prompte justice, et faisant reconnaître dans tout
» l'empire le dogme de la suprématie royale ; le
» conseil privé et la cour des comptes naissant pour
» alléger le fardeau de devoirs qui pesait sur la cour
» du roi ; l'institution des baillis étendue et fortifiée ;
» le droit romain, cet implacable adversaire des doc-
» trines féodales, traduit en langue vulgaire, enseigné
» avec éclat et étudié avec enthousiasme ; le législa-
» teur s'essayant à doter la France d'un code de lois
» complet, et soutenant l'industrie naissante par
» des règlements où respire la plus admirable pré-
» voyance ; enfin un esprit nouveau s'emparant de
» cette nation guerrière et la portant à corriger les
» vices de son organisation politique, sans recourir
» à la violence, et par la seule application des prin-
» cipes du droit commun. »

Nous ne voulons pas faire ici une théorie générale du régime matrimonial au treizième siècle. Nous nous attacherons presque uniquement aux textes de Beaumanoir. Mais la largeur de vues de ce grand jurisconsulte nous permettra d'avoir, en n'étudiant que lui, une idée générale et complète du droit des gens mariés à la fin du treizième siècle. Car, personne mieux que lui, n'a su synthétiser, tout en imprimant à son œuvre un cachet original, tout en lui donnant pour ainsi dire un goût de terroir, et en ne laissant pas passer certains points de détails particuliers à la coutume du comté de Clermont.

Quel sera le plan de cette étude ?

Nous écarterons d'abord, intentionnellement, tout ce qui concerne le mariage considéré comme lien. Au treizième siècle, c'était l'affaire du droit canonique, et Philippe de Beaumanoir ne s'occupe de droit canonique qu'accidentellement.

Mais, d'autre part, il est impossible, pour se faire une idée nette du régime matrimonial au treizième siècle, de ne pas constater, dans l'œuvre même de Beaumanoir, l'importance presque universelle de la juridiction d'Eglise, à cette époque, en matière de mariage. Les textes de Beaumanoir nous permettront de vider le conflit de la juridiction laïe et de la juridiction d'Eglise à ce sujet, conflit qui date de la naissance du christianisme, et dont nous ferons brièvement l'histoire. Ce sera là notre premier chapitre.

Le second chapitre sera consacré à l'influence du christianisme sur le droit des gens mariés au treizième siècle. On la constate, à chaque instant, dans les idées et même dans les expressions de notre jurisconsulte. Elle a été si considérable et a transformé d'une façon si radicale la conception du mariage et la condition de la femme, qu'il est indispensable d'exposer les principes que la religion chrétienne a développés, à ce propos, dans nos coutumes. Certes nous ne croyons pas à son influence exclusive sur le régime matrimonial au temps de Beaumanoir, et nous nous réservons de faire dans les chapitres suivants la part qui revient aux influences romaines et germaniques dans la jurisprudence coutumière du mariage au treizième siècle ; mais l'influence du christianisme a été si prépondérante, qu'elle mérite qu'on s'y arrête spécialement. « Il n'est douteux pour aucun historien » de bonne foi, dit M. Lefebvre (1), que le christianisme et son église ont eu, surtout au Moyen-Age, » une part des plus larges dans toute notre civilisation française. Il n'est pas à douter davantage, avec » la foi profonde et unanime de nos pères durant » tant de siècles, qu'ils devaient tendre à ordonner » leur droit, comme leur vie elle-même, dans le sens » des principes chrétiens. Or, s'il est vrai que législation et coutumes dérivent des mœurs, et que ces

(1) Leçons d'introduction à l'histoire du droit matrimonial français, par M. Charles Lefebvre. Larose, éd. 1899, page 101.

» mœurs elles-mêmes, surtout les mœurs familiales,
» dépendent naturellement des sentiments, des affec-
» tions, des croyances de nos âmes, autant et plus
» encore que de nos organismes corporels ou de nos
» besoins domestiques — n'est-il pas juste de penser
» que le christianisme, ayant régné si fort sur les
» esprits et sur les cœurs en notre pays, a pu exer-
» cer une action, profonde aussi, sur notre droit pri-
» vé? Là surtout où le droit est si intimement relié
» aux directions morales, comme en tout ce qui
» concerne le mariage, l'idée se présente d'elle-mê-
» me; et toute la question ne peut être que de dé-
» mêler et de déterminer avec exactitude et sincérité
» ce qui doit être attribué à une influence chrétien-
» ne. »

Le troisième chapitre de cette étude sera consacré à la Puissance Maritale, telle que la conçoit Beau-
manoir.

Nous étudierons dans un quatrième la commu-
nauté entre époux et ses caractères.

Quant au cinquième, il aura pour objet le Douaire,
auquel notre jurisconsulte consacre tout un chapitre
des Coutumes du Beauvoisis.

Dans le sixième, nous nous occuperons des libéra-
lités entre époux.

Enfin, dans un septième et dernier chapitre, nous
voudrions tirer de cette étude quelques conclusions
pratiques, relatives à certaines questions sociales

actuelles, et particulièrement au rôle de la femme dans le ménage, en comparant les institutions matrimoniales des Coutumes du Beauvoisis avec celles correspondantes de notre Code civil. Car si l'étude d'un droit ancien présente le plus souvent par lui-même un intérêt suffisant, en ce sens qu'elle nous fait connaître des mœurs différentes des nôtres, cet intérêt est purement rétrospectif. Il faut aussi y trouver, si l'on peut, un intérêt de comparaison avec nos mœurs et notre législation actuelles, mais encore et surtout une occasion de profitables réflexions.

CHAPITRE I^{ER}

HISTORIQUE DE LA JURIDICTION ECCLÉSIASTIQUE EN MATIÈRE DE MARIAGE JUSQU'A BEAUMANOIR INCLUSIVEMENT.

« Li secons cas de quoi le juriditions apartient à Sainte Eglise, dit Beaumanoir, c'est de mariage ; si comme il avient que uns hons fiance une feme, qu'il le prendra dedens quarante jors, se Sainte Eglise s'i acorde : s'il demeure par l'un des deus, li autres le pot fere contraindre à ce que mariage se face, s'il n'i a resnable cause par la quelle li mariages ne se doivent pas fere. Et de toutes les causes qui en poent naistre et devant le mariage et après le mariage, et li quel mariage sont à souffrir et li quel non apartiennent à l'evesque, ne point ne s'en doit melleier la laie justiche » (1).

(1) B. XII, 3.

Ce texte de notre grand jurisconsulte montre combien, à son époque, était considérable l'influence du christianisme sur le mariage.

Il nous semble utile, au début de cette étude, de rappeler brièvement comment, depuis sa naissance, l'Eglise avait acquis cette influence, et comment et dans quelles limites elle l'avait conservée au temps de Beaumanoir.

Ce rôle prépondérant de l'Eglise s'explique facilement. Elle s'est trouvée, en effet, jusqu'à trois fois, en présence de sociétés qui tombèrent rapidement en décadence.

D'abord, l'Empire Romain, malgré la conversion de l'empereur Constantin, s'avança toujours vers la ruine inévitable. L'Eglise, qui n'avait d'abord entendu exercer sur ses fidèles qu'un pouvoir simplement disciplinaire, se fit bientôt reconnaître par les empereurs convertis au christianisme une juridiction indépendante et arbitrale. Cette juridiction fut exercée par les évêques, qui, non contents de cette prérogative, réussirent à s'ingérer dans l'administration comme *defensores civitatis*.

Ensuite, l'Empire Mérovingien, qui paraissait si fort aux mains de ses premiers fondateurs, était lui-même rapidement tombé, par suite de la faiblesse des rois fainéants et de la puissance des hauts feudataires. A cette époque, l'Evêque siégeait souvent à côté du comte dans les tribunaux séculiers ; mais,

de plus, outre son pouvoir disciplinaire qu'il continuait à exercer, il commençait à exercer aussi une juridiction propre, reconnue d'ailleurs par le pouvoir civil.

Enfin, malgré les efforts des rois Carolingiens, la ruine de leur empire fut consommée par la féodalité devenue toute puissante et par les premiers Capétiens. Ce changement de dynastie contribua à affaiblir l'état et à augmenter la puissance des hauts feudataires.

Pendant ces trois périodes, l'Etat se sentant de plus en plus incapable d'assurer l'ordre et de rendre la justice, s'en décharge sur l'Eglise. Dès lors, fonctionnent, indépendamment et à côté l'une de l'autre, deux procédures, régies, l'une par la loi, l'autre par le droit canonique. Un même procès pouvait ainsi donner lieu à deux instances, l'une devant le juge laïque, l'autre devant le juge ecclésiastique. Quelquefois même, lorsque les deux législations civile et canonique concordaient, la première cédait le pas à la seconde.

D'ailleurs la lecture des Capitulaires de Charlemagne nous permet de nous rendre compte des rapports qui existaient au IX^e siècle entre les deux juridictions. Les Cours laïques et les Cours d'Eglise fonctionnent parallèlement, elles se rendent de mutuels services, elles s'entr'aident, et le mot *adjutor* se retrouve à chaque instant dans ces Capitulaires.

Ce ne sont pas deux juridictions rivales, mais deux juridictions amies, et rien n'autorise à affirmer que l'une d'elles soit supérieure à l'autre.

Certes chacune d'elles s'est attribuée, pour certaines matières déterminées, une compétence exclusive que l'autre ne lui dénie pas, et, par exemple, les Cours d'Eglise s'occupent exclusivement des questions relatives au lien du mariage ; mais ces attributions spéciales à chaque juridiction ont leur origine, non dans un texte de loi, mais dans une pratique constante et mille fois répétée. L'évêque et le comte restent néanmoins l'un pour l'autre des *adjutores* et ils se prêtent mutuellement leur ministère (*laicum, canonicum ministerium*) (1).

Cet état de choses n'a guère changé au temps de Beaumanoir. Le passage, dit « *des deux épées* », en fait foi : « Deus espées sunt, dit notre jurisconsulte, par les queles toz li pueples doit estre gouvernés esperituellement et temporelment, car l'une des espées doit estre espirituel et l'autre temporel. L'espirituel doit estre baillié à Sainte Eglise et le temporel as princes de terre..... 2) » Il ajoute au paragraphe suivant du même chapitre : « Et quant une épée a mestier l'autre, eles s'entredoivent aider, sauf ce que l'espée espirituel ne se doit entremetre de nule justice temporel,

(1) Certains auteurs soutiennent au contraire qu'à cette époque l'autorité royale rendait les canons exécutoires.

(2) B. XLVI, 11.

dont nus puist perdre vie ne membre ; mais especialement l'espée temporel doit toz jors estre apareillié por garder et deffendre Sainte Eglise toutes les fois que mestiers est. Et noz trouvissons mult de matiere de parler de le vertu de ces deus espées... (1) ».

Nous trouvons donc dans les coutumes de Clermont-en-Beauvoisis, la même théorie que dans les Capitulaires du IX^e siècle. Les deux épées, temporelle et spirituelle, combattent dans le même camp ; ce ne sont pas des épées rivales, mais des épées amies ; elles se secourent, elles s'entr'aident, quand l'une a « *mestier* » c'est-à-dire besoin, de l'autre. L'esprit qui les anime est le même et elles frappent pour la même cause.

Mais elles ont chacune des attributions propres que l'autre se garde bien de contester ; ainsi l'Eglise a conservé au XIII^e siècle la juridiction exclusive sur le lien du mariage, et il était naturel qu'elle la conservât, à raison du caractère sacramentel attribué à cet acte : « *Matrimonium est unum de septem sacramentis, merito non laicus, sed Ecclesia habet de eo judicare.* »

Ce fut un bien. Que serait en effet devenue la législation du mariage dans l'enchevêtrement des coutumes si diverses auxquelles la France était soumise ?

(1) B. XLVI, 12.

Beaumanoir lui-même, si porté à consolider l'autorité royale, est le premier à reconnaître que les puissances temporelles n'ont pas à intervenir pour nouer ou dénouer le lien conjugal. Il avait trop d'intelligence et de perspicacité pour ne pas se rendre compte des avantages de l'unité de législation matrimoniale en France.

Mais il sait restreindre les pouvoirs de l'Eglise dans de justes limites. Notre grand jurisconsulte sait rendre à César ce qui est à César, et à Dieu, ce qui est à Dieu. Il est, « dit M. le Comte Beugnot (dans » sa notice sur Beaumanoir qui précède son édition » des Coutumes du Beauvoisis), il est au nombre de » ces magistrats, qui, par une jurisprudence inflexi- » ble, jetèrent les fondements de ces libertés gallica- » nes, objet de la sollicitude de tout ce que le clergé » français a produit de grands hommes : libertés qui » avaient pour but, non pas, comme on l'a dit, de » rompre au profit de l'Eglise de France l'unité catho- » lique, mais de maintenir le pouvoir temporel en » possession de son indépendance (1) ».

Aussi, Beaumanoir réclame-t-il, en ce qui concerne les procès civils se greffant sur des contestations relatives au lien du mariage, que les parties aient le choix entre la juridiction laïque et la juridiction ecclésiastique. Il reconnaît qu'il appartient à l'Eglise seule de

(1) Page 51, *op. cit.*

déterminer les conditions du mariage, mais il réclame pour le pouvoir civil le droit d'en régler les effets pécuniaires.

Nous trouvons dans l'œuvre de Beaumanoir quelques textes en ce sens. « Et porce, dit-il, est-ce bon que noz dions en cette partie briement li quel oir sont loiel et li quel poent etre debouté par bastardie, car tout soit ce coze que l'Eglise ait le connaissance des loiax mariages, por ce ne demore pas que ples n'en soit aucune fois en cort laie, por les héritages qui sont tenus de fief lai, des quix li droit hoir voelent debouter les bastars ; et porce que tix debas depent de l'iretage, convient il à le fois que juge seculers s'entremete de connoistre le bastardie qui est proposée por devant li (1) ».

Ce passage est un peu confus et il n'en résulte pas clairement que la juridiction laïque doive attendre la décision de la Cour d'Eglise sur la validité du lien du mariage, pour se prononcer à son tour sur les conséquences pécuniaires de cette décision.

Mais, au chapitre des « *Cours d'Eglise* », notre jurisconsulte s'exprime d'une façon plus explicite :

« Autres cas y a encore qui appartient à Sainte-Eglise, si comme quant contens vient de bastardies, pour debouter que li bastart ne portent riens comme oir : tex connaissances appartient à Sainte Eglise,

(1) B. XVIII, 1.

ne cil de qui Sainte Eglise tesmogne qu'il est loiax et de loial mariage, ne pot pas, ne doit être deboutes comme bastars en cort laie, ançois convient que le justice laie croie ce que le justice de Sainte Eglise tesmogne en tel cas (1) ».

Ce texte montre bien que la juridiction laïque a les mains liées par la décision des Cours d'Eglise. Cette infériorité, en matière de mariage, de la juridiction laie n'est-elle pas remarquable et ne prouve-t-elle pas la puissante influence de l'Eglise, surtout à une époque où la justice et l'autorité royales faisaient de si grands progrès, à une époque où Beaumanoir pouvait écrire : « Voirs est que li rois est souverains par desor tous, et a, de son droit, le general garde de son royaume, par quoi il pot fere tex establissemens comme il li plect por le commun porfit, et ce qu'il establit doit être tenu ? »

Ainsi, au temps de Beaumanoir, la question du contrat de mariage distinct du sacrement n'était pas encore née, et c'est seulement au XVI^e siècle que s'est élevée entre canonistes et jurisconsultes la controverse du mariage contrat civil. Beaumanoir, pas plus d'ailleurs que les autres auteurs coutumiers de son époque, n'ont paru même entrevoir la possibilité d'une telle controverse.

Et d'ailleurs, cette unité de vues sur un si impor-

(1) B. XI, 24.

tant sujet, cette influence universelle que l'Eglise exerçait sur le lien du mariage chez tous les peuples chrétiens, a porté ses fruits, puisqu'elle a contribué à réglementer d'une façon intelligente et morale, à sanctifier même le mariage, base de la famille et, par conséquent, de la société.

CHAPITRE II

INFLUENCE DU CHRISTIANISME SUR LE DROIT DES GENS MARIÉS AU XIII^e SIÈCLE PARTICULIÈREMENT DANS BEAUMANOIR

Ce n'est pas seulement, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, sur le mariage considéré comme lien, que le christianisme a exercé son influence ; c'est encore sur le droit des gens mariés au XIII^e siècle.

On rencontre, à chaque page, dans l'œuvre de Beaumanoir, les preuves de cette influence.

Les termes de respect et de vénération profonde que lui inspire « Sainte Eglise » ; sa manière d'envisager l'autorité du mari, la puissance paternelle, l'association entre époux, le douaire de la femme ; les termes mêmes qu'il emploie, les expressions : « baron » (synonyme de chef, « *vir caput* »), « com-

paignie », « accompagnement », « humanité » enfin, qu'il emploie le premier de tous les écrivains profanes du moyen-âge dans le sens bien chrétien de « sentiment actif de bienveillance pour tous les hommes » ; tout cet ensemble rappelle si bien les conceptions du christianisme qu'il est impossible de ne pas être frappé du rapport de ces idées et de ces expressions avec celles de la tradition chrétienne.

Nous sommes donc tout naturellement amenés, pour bien comprendre le droit des gens mariés dans Beaumanoir, à examiner les idées que le christianisme a développées dans les coutumes, en ce qui concerne le régime matrimonial.

Cette influence du christianisme, pour indirecte qu'elle ait été, n'en fut pas moins puissante, et la religion chrétienne imprima, chez les peuples francs, au régime matrimonial, une direction unique et précise.

Cette idée de direction, M. Lefebvre l'a fait très clairement ressortir. « Rien, dit-il, dans les institutions juridiques comme en toutes constructions humaines, ne peut s'édifier de solide et d'ordonné sans une direction précise et constante. Cette direction, quant à l'organisation du droit, peut être conduite par la législation et la science et nous donne alors ces beaux monuments du droit romain, du droit canon, du code civil, si fortement conçus avec le sens de l'unité. Mais si le droit ne se déga-

» ge et ne se développe qu'à l'état de coutume, là
» encore il faut du moins pour aboutir à des institu-
» tions d'équilibre stable et harmonieuses, quelque
» direction intellectuelle ou morale, qui inspire et
» gouverne ces coutumes, et les empêche d'être trop
» disparates.

« Sinon, avec l'extrême variété des esprits (*tot*
» *capita, tot sensus*) et à défaut de toute direction
» supérieure, les coutumes mêmes ne peuvent être
» que confusion et anarchie. Nos auteurs du trei-
» zième siècle l'ont bien senti et nous le disent. Or,
» remarquons-le tout de suite. Tandis qu'en d'autres
» institutions coutumières, surtout dans les institu-
» tions féodales et successorales, on pouvait déplo-
» rer au XIII^e siècle une variété extrême, il est avéré,
» au contraire, qu'avant la renaissance du droit ro-
» main, la diversité était bien moindre, par toute la
» France, au sujet des quatre institutions dites « des
» gens mariés ». Et pourquoi donc ? parce que les
» coutumes, ici, se trouvaient guidées par une di-
» rection morale uniforme, celle de la doctrine
» chrétienne, pendant que de son côté l'Eglise éta-
» blissait sa législation si nouvelle du lien conjugal
» pour traduire, avec unité complète, la conception
» chrétienne d'un « mariage ordonné et indisso-
» luble. (1) ».

(1) *Op. cit.*, page 103.

Il nous faut rechercher maintenant, dans la doctrine chrétienne, les grandes idées directrices, d'où est sorti le régime matrimonial, tel qu'il est conçu par Beaumanoir. Nous les trouverons dans l'Écriture Sainte, les Évangiles, et les Pères de l'Eglise.

Pour le législateur antique, le mariage doit enlever la femme à sa famille et conserver le mari à la sienne. La Bible, au contraire, et après elle Jésus-Christ et saint Paul ont du mariage une tout autre conception. « L'homme, disent-ils, quittera son père et sa mère et s'attachera à sa femme. *Propter hoc relinquet homo patrem suum et matrem et adhærebit ad uxorem suam.* Le mariage chrétien crée donc un foyer indépendant et distinct du foyer des parents, et émancipe les deux époux.

Si nous voulons maintenant nous faire une idée exacte et précise des liens qui unissent le mari et la femme, lisons, pour nous édifier, cette admirable page de l'Épître aux Ephésiens, où saint Paul nous trace, de main de maître, le tableau du mariage chrétien, et que l'Eglise retrace à son tour aux fiancés qui vont s'unir.

Chap. V, n° 22. *Mulieres viris suis subditæ sint sicut domino ;*

N° 23. *Quoniam vir caput est mulieris, sicut Christus caput est Ecclesiae, ipse salvator corporis ejus.*

N° 24. *Sed, sicut ecclesia subjecta est Christo, ita et mulieres viris suis in omnibus.*

N° 25. *Viri, diligite uxores vestras, sicut et Christus dilexit ecclesiam et seipsum tradidit pro ea Ita et viri debent diligere uxores suas ut corpora sua. — Qui suam uxorem diligit, seipsum diligit. — Nemo enim unquam carnem suam odio habuit, sed nutrit et fovet eam, sicut et Christus Ecclesiam. — Quia membra sumus corporis ejus, de carne ejus et de ossibus ejus.....*

N° 31. *Propter hoc relinquet homo patrem et matrem suam, et adhærebit uxori suæ, et erunt duo in carne una.*

N° 32. *Sacramentum hoc magnum est, ego autem dico in Christo et in Ecclesia.*

N° 33. *Verumtamen et vos singuli, unusquisque uxorem suam sicut se ipsum diligit : uxor autem timeat virum suum.*

Ainsi, nous ne voyons plus, comme aux temps antiques, que la puissance maritale soit un pouvoir oppresseur et violent. — L'enseignement de Jésus-Christ et des Apôtres a radicalement transformé la constitution de la famille. — Le mariage, rattaché à une origine surnaturelle et mystique, est devenu un sacrement ; l'homme et la femme y sont traités en égaux, y ont des devoirs mutuels, et chacun leurs attributions propres ; et cette union, accomplie à l'image du Christ et de son Eglise, est indissoluble et sacrée.

L'idée principale qui a inspiré toute la législation

subséquente du mariage, c'est que cette indissoluble union de l'homme et de la femme leur crée des devoirs réciproques, des droits égaux et met en communauté, pour ainsi dire, les jouissances et les charges, la joie et la peine, les plaisirs et les tristesses. « *Apud nos*, dit saint Jérôme, *quod non licet feminis, aeque non licet viris, et eadem servitus pari conditione censetur.* »

Nous aurons l'occasion, dans la suite de cette étude, de revenir à chaque instant sur cette idée. — Nous y verrons la femme, toujours à côté de l'homme, et l'aidant de son influence, de ses conseils, de son travail et de son exemple ; nous la verrons associée à ses responsabilités. Il est vrai qu'elle n'apportera le plus souvent qu'un concours subsidiaire, car l'homme est le seigneur et maître de l'association ; il est vrai que la femme doit être soumise en toute occasion au mari, comme vient de nous le dire saint Paul. — Cependant, elle est considérée comme capable, et possédant, au besoin, l'initiative quand le mari ne la prend pas.

Tels sont les principes que l'influence du christianisme a fait si profondément pénétrer dans les coutumes, et que nous trouvons encore intacts au treizième siècle, dans Beaumanoir. Mais il est très curieux de remarquer que le droit canonique n'a pas tiré, pour son propre compte, de la doctrine chré-

tienne, des principes aussi larges et aussi harmonieux. Il en prend même quelquefois le contrepied, surtout en ce qui concerne la femme. Le christianisme, qui avait inspiré, autour de lui, dans les législations civiles, le principe de l'égalité aussi complète que possible de l'homme et de la femme, dicte aux jurisconsultes canoniques un régime matrimonial d'une rigidité peu commune. Pour le droit canon, le mariage est un état inférieur au célibat. Mais comme il lui est impossible de rejeter le mariage et qu'il faut bien qu'il fasse contre mauvaise fortune bon cœur, il cherche tous les moyens possibles de rejeter la femme au dernier plan, et de lui donner, dans le ménage, une place et une influence aussi restreintes que possible. Aussi le droit canon, au rebours du droit coutumier, n'admet-il en aucun cas le régime de communauté entre époux. A plus forte raison, ne veut-il pas entendre parler pour la femme mariée de biens paraphernaux. Il n'admet que le régime dotal, qui lui lie les mains, la rend incapable et impuissante.

Nous allons voir, au contraire, en étudiant la puissance maritale, la communauté, le douaire et les libéralités entre époux, quels meilleurs principes, principes de dignité et de relative indépendance, les jurisconsultes coutumiers du treizième siècle, et Beaumanoir en particulier, avaient déduits pour la femme de la doctrine chrétienne.

Tous les principes, inspirés par la tradition chrétienne, nous allons les retrouver dans l'œuvre de Beaumanoir, que nous étudierons, textes en mains.

Nous y verrons le mari, chef de la personne et des actes de sa femme (1) (Chapitre III : De la Puissance maritale).

Nous y verrons aussi qu'il est le chef de ses intérêts et de ses biens et que le mariage crée entre les époux une véritable association, une communauté de biens, qui a pour associé chef le mari, mais que la femme peut et doit diriger à son tour, quand le mari en est empêché pour une raison quelconque (2) (Chapitre IV : De la communauté entre époux.)

Nous y verrons enfin que cette association est sacrée et indissoluble (3) (Chapitre IV : De la communauté entre époux), et que des gains de survie ainsi que des libéralités la prolongent en quelque sorte au delà de la vie de l'un des conjoints (Chapitres V et VI du douaire et des libéralités entre époux.)

(1) *Vir caput mulieris.*

(2) *Adjutorium simile sibi.*

(3) *Erunt duo in carne una.*

CHAPITRE III

LA PUISSANCE MARITALE DANS BEAUMANOIR.

Beaumanoir nous expose une théorie de la puissance maritale définitivement constituée. C'est un système juridique bien précis et d'une logique rigoureuse.

Dès la formation du mariage, la femme est sous la « poeste » du mari, et immédiatement prend naissance, par le fait même du mariage, la « *compaignie* » dont le mari est le chef. « Cascun set, dit Beaumanoir, que compaignie se fait par mariage, car si tost comme mariages est fes, li bien de l'un et de l'autre sont commun par le vertu du mariage. Mais voirs est que tant comme il vivent ensanlle li hons en est mainburnissieres. (1) »

I. *Le mari est chef de la personne de sa femme, qu'il a en sa puissance, en sa « poeste » (potestas).*

(1) B. XXI, 2.

Cette dépendance de la femme, vis-à-vis du mari, a des conséquences extrêmement dures pour elle, surtout à une époque où les mœurs étaient encore rudes et grossières. Il en résulte, entre autres conséquences, que le mari possède sur la femme un droit de correction qui n'est pas enfermé dans d'assez étroites limites (1). « Il peut, dit notre jurisconsulte, battre sa femme »; mais il a soin d'ajouter « sans mort, ni méhaing. » « Il peut castier resnablement son épouse », ajoute-il plus loin. Puis, comme regrettant de n'avoir pas montré assez de sévérité à l'égard de la femme, il écrit au chapitre *des Meffès* le passage caractéristique suivant, dans lequel, en parlant du flagrant délit d'adultère, il permet au mari, et cela, de la façon la plus naturelle du monde, de tuer la femme adultère et son complice. « Car il est clere coze, dit-il, que si uns hons deffent à un autre, par devant justice ou pardevant bones gens qu'il ne voit plus entor se feme ne en son ostel por li porcacier tel honte et il, après le deffense, le trueve en fet present gisant o se femene, s'il ocist l'omme et le feme ou l'un a par li, il ne pert ne cors, ne avoir. Et en tel cas, noz les avons veu délivrer par jugement trois fois en l'ostel le roi, ançois que noz feissions cest livre (2). »

(1) C'est la théorie canonique du *vir caput mulieris*.

(2) B. XXX, 102. Cette puissance du mari sur la personne de sa femme s'étendait en cas de second mariage sur la personne même des enfants de son premier lit, dont le mari n'était pourtant que parâtre.

II. *Le mari est aussi le chef des actes de sa femme.* Elle ne peut par conséquent accomplir aucun acte juridique, sans l'autorisation de son « *baron* ». Elle ne peut, ni avoir accès devant les tribunaux, ni se porter librement caution, ni comparaître en justice pour autrui, etc., etc... Tous les droits qu'elle possède à l'état latent, comme fille ou veuve, elle ne peut plus les exercer pendant le mariage, à moins, comme nous le verrons tout à l'heure, que le mari devienne incapable, pour une raison quelconque, d'exercer son autorité.

Nous n'avons de doute à ce sujet qu'en ce qui concerne le testament de la femme mariée. La femme mariée, sous Beaumanoir, peut-elle tester sans autorisation ? Du silence du jurisconsulte de Clermont on serait tenté de déduire la pleine capacité de la femme de faire seule son testament. Aussi bien, nos idées actuelles ne conçoivent pas la subordination du testament à la volonté d'un tiers, ce tiers fût-il le mari ? Mais, quand on étudie le moyen-âge, il faut se dépouiller de ces sentiments *a priori*. Au treizième siècle, le testament n'était pas encore individualisé, comme il l'est devenu plus tard, sous l'influence de la renaissance romaine. D'ailleurs, l'habitude de la vie commune, la subordination constante de la femme entraînaient très vraisemblablement un contrôle du mari,

même sur les actes de dernière volonté de sa compagne (1).

Faut-il en conclure nécessairement que tel était l'avis de Beaumanoir ? Nous ne le croyons pas. D'abord quand il examine les personnes auxquelles « il ne loist pas à fere testament », il ne parle pas des femmes mariées (2). Ensuite, il nous dit que le mari ne peut pas contraindre la femme à tester en sa faveur : « Mais se le feme fesoit tix lais en se plaine santé à son seigneur, par force ou par menaces, et il était bien prové des oirs à le feme, cis lais seroit de nule valeur (3). »

Ne faut-il pas conclure de ce texte que le contrôle du mari sur les actes de dernière volonté de sa femme n'était pas partout aussi efficace et aussi effectif que dans la région Sénonaise ? La question n'en reste pas moins douteuse.

III. Mais, d'autre part, *autorisée de son mari, la femme mariée peut accomplir tous les actes de la*

(1) Deux actes, sortis des Chancelleries de Sens et d'Auxerre sont très nets en ce sens :

1^o *Testament de Dame Mabilie de Bessi* (1260). *Bulletin* 1884 ; p. 248 « *Haec autem omnia laudaverunt dominus Galcherius, dictus Bridaine, dominus et maritus meus...* »

2^o *Testament de Hodeardis* (1254). *Bulletin* 1884, p. 246 : « *Et ad hec omnia permissa facienda et exequenda, sicut predictum est, dicta H. priorem sancti Pauli Senonensis et dictum Jacobum Fredeline maritum suum, suos constituit executores, qui Jacobus predictus omnia et singula predicta, coram dicto mandato vestro voluit et concessit.* »

(2) B, XXX, 45.

(3) B, XII, 4.

vie juridique. Examinons à ce sujet quelques textes intéressants de Beaumanoir. Ils s'appliquent aussi bien à la femme mariée autorisée qu'à la fille et à la veuve.

La femme peut s'obliger, se porter caution, avoir accès auprès des tribunaux : « Veves femes, dit Beaumanoir, se poent bien obligier en dete, ou en plegerie, ou en quelque plet qu'il lor plera, por devant le justice laie, ou s'il ne lor plest, il ne respondroient fors par devant lor ordenaire (1). »

Ce texte est la preuve incontestable que l'incapacité velléienne n'a aucune place dans les coutumes de Beauvoisis. Ce n'est pas que Beaumanoir ignore le droit romain ; c'est qu'il considère le Sénatus-consulte velléien comme incompatible avec l'idée qu'il se fait du rôle de la femme dans le ménage et dans la société (2).

La femme peut aussi comparaître en justice pour autrui :

« Il ne loist pas à feme, écrit notre jurisconsulte, à estre office d'avocat par autrui pour loier ; mais sans loier pot ele parler par li ou par ses enfants ou par aucun de son lignage (3). »

(1) B, XLIII, 14.

(2) Nous reviendrons plus loin sur cette question.

(3) B. V, 16. Si ce texte permet à la femme de comparaître en justice pour autrui, il lui défend de remplir la fonction d'avocat et de procureur. Le mot *oier* employé dans ce texte signifie récompenses, honoraires.

Elle peut être choisie comme arbitre, et témoigne dans les procès civils et criminels.

« Il est certaine coze, dit Beaumanoir, que feme en subjection d'autrui, si comme en mariage ou en religion, ne poent ne nedoivent penre arbitrage sor eles. Mes celes qui sont en lor delivre poetes le poent bien fere et rendre le sentence de l'arbitrage (1). »

Le texte suivant nous montre que son témoignage est admis en justice : « Noz avons dit en cel tite dessus, que femes sunt receues en tesmongnier aage d'enfans, et aussi sunt eles oïes, selonc nostre coutume, en cas qui se déterminent par enqueste ; car il avient souvent que eles sevent à le fois ce dont on enquiert, et li home n'en sevent point, et se eles n'estoient creues en tel cas, aucunes vérités en porroient estre celées. Neporquant, li cas de crieme en sunt exepté, car en cas où il a peril de mort ou de mehaing, ne sunt pas femes à oïren tesmongnage, se n'est en fait notoire li quix fu fes devant tant de prodromes qu'il est apertement seus, si comme devant six de bone renommée ou plus. Et aussi sunt femes oyes en tesmongnage quant pucelages quiet en proeve. (2) »...

(1) B. XLI, 23.

(2) B. XXXIX, 54. Beaumanoir ne semble-t-il pas, dans ce passage, n'avoir dans le témoignage des femmes qu'une confiance modérée et ne l'admettre que s'il n'est pas possible de s'en passer ?

Rien n'empêche les femmes de faire telle libéralité qu'il leur plaît (1).

Les femmes, même, jouissent de certains privilèges.

Par exemple, elles peuvent demander exoine, c'est-à-dire se faire excuser devant le tribunal, pour cause de grossesse : « Quant feme plede ou ele est assalie de plet, écrit notre jurisconsulte, ele pot bien ensonier son jour se ele est grosse ; mais qu'ele soit près de son terme, si comme à deus mois ou là entor, tout soit ce que li ples fust en le ville ou elle est conquans et levans, et que cascuns voie qu'ele va au moustier ; car ele se pot partir du moustier, quand ele veut, por son privié essoine, quant ele l'a. Mais ce ne porroit ele pas fere se ele estoit entrée en cort por pledier, ançois seroit mise en defaute, se ele n'aloit avant au plet, selonc ce que le journée desireroit. Et quant elle est ensoniée por grossesse, ele se doit fere r'ajorner dedens les quinze jors qu'ele sera relevée, s'ainsi n'est qu'ele gise malade, si comme il avient aucunes fois qu'eles gisent plus que lor mois(2). »

Elles peuvent aussi constituer procureurs, ce que ne peuvent faire les hommes de poeste (3).

En ce qui concernait leur douaire, les femmes pouvaient choisir entre la juridiction laïe et les justices

(1) B. LXX, 7.

(2) B. III, 16.

(3) B. IV, 31.

d'Eglise : « Li huitismes cas, dit Beaumanoir, de quoi li home ne r'ont pas lor court, si est, s'aucune feme fet ajorner partie à respondre à son douaire, tout soit ce que l'hiretage où quel ele demande son doaire, soit tenus d'aucun des homes le conte ; car le femme qui demande douaire a tel avantage que, s'il li plect, *ele pot pledier devant le segneur de qui li heritages muet, et s'il li plect miex en cort de Crestienté, ne on ne lit pot deffendre* ; car, il li loisteslire le quele voie qui li plect de ces trois. Mes puisque li ples est entamés devant le juge qu'ele ara eslut, ele ne pot pas lessier por aler à un des autres juges, ains convient que le cause de son doaire soit ilueques déterminée. Et s'ele va à un des autres juges, et partie s'en veut aidier que ples soit entamés en autre cort ; on l'i doit renvoier (1). »

Nous avons ainsi passé en revue quelques textes où notre jurisconsulte de Clermont s'occupe tout à la fois de la femme mariée autorisée, de la fille majeure ou de la veuve. Entre elles, aucune différence : la femme mariée, de par l'autorisation de son « *baron* », reprend sa capacité pleine et entière, comme elle l'avait eue avant son mariage si elle s'est mariée majeure ; comme elle l'aura, pendant son veuvage, si elle survit à son mari.

Mais, en revanche, la femme mariée ne peut accom-

(1) B. X, 12.

plir aucun acte juridique sans l'autorisation de son mari. A chacun des actes qu'elle voudrait faire en contravention avec cette règle, le mari peut opposer son veto ; et ce veto est sans appel.

IV. Il y a néanmoins *deux cas où la femme mariée s'oblige sans l'autorisation de son mari ; d'abord par ses délits ; en second lieu, en ce qui concerne son commerce*. Mais nous allons voir, par l'analyse, que ces apparentes exceptions rentrent dans la règle générale.

1° Et d'abord par ses délits :

La femme mariée est, nous l'avons vu au commencement de ce chapitre, sous la stricte surveillance du mari. Par le fait du mariage et de la « *compaignie* » qui se crée dès sa formation, le « *baron* » accepte la responsabilité de son manque de surveillance, et il est *tacitement* responsable des délits de sa femme, au même titre et plus encore qu'un père l'est des délits de ses enfants mineurs ou d'un membre quelconque de sa « *mesnie* ». Cette idée est clairement exprimée par Beaumanoir dans le passage suivant : « Se le feme d'un home fet rescousse ou se mesnie, li hons respont du fet, car il doit avoir tel feme et tel mesnie qui ne facent pas tel vilonnie au segneur ; c'est à entendre, dusqu'à l'amende de soixante saus, car se li hons n'estoit pas el liu où le rescousse seroit fete, et se mesnie batoit ou vilenoit le preneur, il ne seroit pas resons que li prodons fut raens por le meffet,

ains s'en penroit li sires as persones qui ce aroient fait. Et si li hons les tenoit puis en son service qu'il saroit qu'il aroient fet le meffet, li sires l'en porroit tenir à coupable. (1) »

En faisant supporter au mari les conséquences des « *rescousses* » de sa femme, Beaumanoir ne s'écarte donc pas de l'esprit général de sa théorie sur l'autorisation maritale : cette solution concorde bien avec le système de la toute puissance du mari dans la « *compaignie* », toute puissance, qui, si elle eût été exercée avec vigilance, aurait pu empêcher le délit de se commettre (2).

2° La seconde exception apparente à la règle qui défend à la femme mariée de s'obliger sans l'autorisation de son mari est celle relative à la femme commerçante. Voici ce que Beaumanoir écrit à ce sujet : « En aucun cas seroit le feme tenue à respondre de se dete ou de se plegerie, el tans de son baron..... se le feme est marqueande d'aucune marqueandise dont ses barons ne se set meller, le quele ses barons li laisse demener por lor commun porfit..... car autrement seroient moult de bone gent honni qui baillent le lor à teles manières de femes, et eles meismes en perdroient lor marceandises (3). »

(1) B. XXX, 55.

(2) Nous étudierons avec plus de détails au chapitre suivant les conséquences pécuniaires des délits commis par les époux.

(3) B. XLIII, 28.

Remarquons l'expression dont se sert notre jurisconsulte. Il dit que le mari « laisse demener sa femme pour le commun profit ». C'est donc que le mari, ayant la connaissance du commerce de sa femme lui donne son autorisation continuelle et tacite. Expliquons-nous.

Beaumanoir est très large quant à la façon de comprendre l'autorisation maritale. Il n'exige pas du tout l'autorisation expresse du droit moderne, et n'a pas besoin d'avoir recours, pour expliquer la liberté de la femme commerçante, à l'hypothèse d'un *mandat* tacite.

Pour le grand jurisconsulte, tous les actes juridiques que le « baron » laisse accomplir à sa femme, sans lui faire d'observation, sont permis. Beaumanoir, d'ailleurs, revient souvent sur cette idée. Ainsi il autorise la donation faite par la femme de ses biens propres, sans une autorisation expresse du mari. Il suffit, pour que cette donation soit valable que ce dernier ne sache ou ne dise rien : « Se le feme, dit Beaumanoir, donne aucune coze et li barons se taist, porce qu'il ne set pas, ou pource qu'il li plect que li dons tiengne..... et après muert et la feme veut rappeler son don ; elle ne pot pas ». Le silence du mari est donc, dans tous les cas, une autorisation suffisante.

Le même raisonnement s'applique en ce qui concerne la femme commerçante. Il est donc presque

inexact de dire qu'il s'agit ici d'une exception à la règle générale. C'est, nous semble-t-il, plutôt une application de la règle qui permet à la femme mariée d'accomplir tous les actes juridiques auxquels son mari ne s'oppose pas.

Nous sommes, grâce aux remarques qui précèdent, bien à même de comprendre maintenant la situation faite par Beaumanoir à la femme mariée. *Son incapacité provient de la nécessité de la soumettre à l'autorité du mari, chef de la « compagnie », et non pas d'une infériorité inhérente à son sexe.*

C'est par le fait seul du mariage, et non pas à cause de son sexe, que la femme subit une sorte de *capitis deminutio* (1).

Tel est caractère général de l'incapacité de la femme mariée dans les Coutumes de Beauvaisis. — Il peut se résumer en deux propositions.

1° La femme n'est pas incapable.

2° La femme mariée est entièrement soumise au mari.

De cette théorie simple et précise, Beaumanoir va tirer des conséquences logiques que nous allons exa-

(1) Le droit germanique ne plaçait pas la femme *in mundio* parce qu'il la considérait comme moins intelligente que l'homme ou moralement inférieure à lui ; mais parce qu'il la regardait, à cause de sa faiblesse physique et de son impuissance à porter les armes, incapable de défendre elle-même, dans une société guerrière, des droits qu'elle ne pouvait conserver que par l'épée. Ce n'est donc pas, de parti pris, et par haine de la femme, comme le droit canonique, qu'il lui retirait certains de ses droits.

miner, et qui constituent un ensemble beaucoup plus parfait que la théorie subtile et compliquée de l'autorisation supplétive de justice, qui s'est fait jour en France au XIV^e siècle, et qui existe encore dans notre code Civil actuel.

V. Et tout d'abord, *la femme mariée n'est pas par le fait de son sexe une incapable* : elle est seulement soumise, pendant le mariage, à la volonté de son « baron ». Malgré sa connaissance du droit Romain, Beaumanoir ne songe pas un instant à implanter dans les Coutumes de Beauvoisis le Sénatus-consulte velléien : « Si feme plege, el tans de son baron, dit-il au chapitre des *Plegeries*, sans son autorité et li barons muert et ele est sivié de le plegerie, elle en doit respondre ; car sitost comme ses barons est mors, ele revient en se plaine volenté et convient qu'ele responde de son fes, tout soit ce qu'ele n'en fust pas tenue à respondre el tans de son baron. (1) »

Ainsi ce n'est pas l'ancienne incapacité velléienne qui empêche la femme de se porter caution, mais bien l'autorité du mari, puisque la « plegerie » devient valable dès que la femme devient veuve ; elle revient alors, dit Beaumanoir « en se plaine volenté. »

C'est la même idée qui dicte à Beaumanoir le passage suivant, qui résume en quelque sorte la concep-

(1) B. XLIII, 27.

tion que notre jurisconsulte se fait du rôle de la femme dans le ménage : rôle d'associée en second, d'épouse sœur, comme nous le verrons en étudiant la communauté. « En aucun cas seroit le feme tenue à repondre de se dete ou de se plegerie, el tans de son baron, si comme se ses barons est faus ou hors de sens, si que il est aperte coze qu'il ne se melle de riens, et que le feme fait et mainburnist toutes les cozes qui a eus apartiennent ; ou se le feme est marqueande d'aucune marqueandise dont ses barons ne se set meller, le quele ses barons li laisse demener por lor commun porfit ; ou se li barons est en estranges teres fuitis, ou banis, ou emprisonés, sans esperance de revenir ; car autrement seroient moult de bone gent honni qui baillent le lor à teles manieres de femes, et eles meismes en perdroient lor marceandises (1) ».

Il résulte bien clairement de ce texte que *si le mari est fou, absent, malade, banni ou emprisonné, c'est à la femme de prendre en mains les intérêts de la compagnie, et tout ce qui sera fait par elle, sera bien fait, aussi bien fait que par le mari*. La femme mariée n'a pas même besoin d'une procuration générale lorsque le mari se repose, en fait, sur elle de l'administration du ménage, et lorsque « il est aperte coze qu'il ne se melle de riens ». Cette incapacité de la

(1) B. XLIII, 28.

femme mariée ne ressemble donc nullement à celle du pupille, dont l'âge peu avancé et le développement nul ou incomplet de l'intelligence mérite une protection spéciale de la loi ; elle ne provient que du besoin d'unité d'administration de la communauté.

« Voirs est, dit encore Beaumanoir dans le même sens, que nul don que feme mariée face, soit de son heritage, soit de s'aqueste ou de son mueble, el tans de son mariage, n'est à tenir que ses barons ou si hoir nel puissent rapeler, s'ele nel fet de l'auctorité et de l'assentiment de son baron. Neporquant, s'ele done aucune coze, et li barons se taist porce qu'il ne le set pas, ou porce qu'il li plest que li dons tiengne, tout soit ce qu'il ne feist point d'otroi, et après muert, et le feme veut rapeler son don : elle ne pot pas, ne ne doit estre oye en cel cas, angois doit être li dons tenus, quant à ce qu'ele ne le pot rapeler ; car tout soit ce que li barons le peust rapeler à son vivant, puisqu'ele meigne en se franche poeste, il convient qu'ele tiegne son fet. (1) »

Mais lorsque le mari, présent et capable, ne donne pas son autorisation, la femme a les mains complètement liées : « Feme qui est en mariage, dit Beaumanoir, ne pot plegier, ne dete fere ; et s'ele fet, ses barons n'i est de riens tenus (2). »

(1) B. LXX, 7.

(2) B. XLIII, 22.

VI. *Qui peut se prévaloir du défaut d'autorisation ?*

Le mari seul. Il lui suffit, en effet (nous venons de le voir dans les textes cités à l'instant), de ne pas approuver les actes juridiques de sa femme pour qu'ils soient considérés comme nuls et non avenus pendant le mariage.

Quant à la femme elle ne peut, par aucun moyen, se soustraire à l'obligation contractée, lorsque, après la mort du mari, elle devient maîtresse de ses actes (1).

Mais, d'autre part, si le mari lui refuse l'autorisation, ce refus est définitif : la femme ne peut en appeler à personne, et une juridiction, si puissante qu'elle soit, ne pourrait briser la résistance même injustifiée du mari. Beaumanoir nous en cite un exemple frappant, lorsqu'il nous dit que la femme mariée ne peut opérer le retrait lignager d'un de ses biens propres sans l'autorisation de son mari. « Feme mariée, écrit-il, ne pot rescorre sans l'auctorité de son mari, et aussi n'est nus tenus de respondre à li en nule demande qu'ele face en cort sans l'auctorité de son mari, s'il n'est ainsi que li maris soit hors du sens, ou fax natureux, ou hors du pays, sans esperance de revenir, car en tel cas, converroit-il respondre à le feme (2). » Ainsi, quoiqu'il s'agisse d'un propre immo-

(1) B. XLIII, 27. Déjà cité.

(2) B. XLIV, 19.

bilier de la femme, d'un bien par conséquent qui ne tombe pas dans la communauté, aucune autorisation supplétive ne peut permettre à la femme d'exercer une action relative à ce propre, si le mari ne le veut pas ?

N'est-ce pas ici pousser les conséquences du système jusqu'aux plus extrêmes limites ? Et c'est là, nous semble-t-il, le seul point défectueux de la théorie de Beaumanoir qui pêche par excès de logique. Il est très dur pour la femme de se trouver dans l'impossibilité absolue d'en appeler de la décision de son mari, lorsque ce dernier, par mauvaise volonté, par esprit de contradiction, se refuse, sans raison et de parti pris, à autoriser un acte juridique nécessaire à la bonne gestion des biens de la femme.

C'est cet excès même de logique, constaté au treizième siècle, qui a amené les jurisconsultes postérieurs à Beaumanoir à construire le système de l'autorisation supplétive de justice, dont l'étude ne rentre pas dans les limites que nous nous sommes assignées. Qu'il nous suffise de dire, que sous les influences romaine et canonique combinées, il se forma une théorie complexe et diffuse de l'autorisation maritale, qui, (nous le verrons au dernier chapitre de cette étude), constitue plutôt un recul qu'un progrès.

Telle est la théorie de la Puissance Maritale dans les coutumes du Beauvoisis.

Mais avant de clore ce chapitre, il est nécessaire

de se demander, s'il n'est pas possible de trouver, dans l'œuvre de Beaumanoir, des indications sur l'origine de cette puissance.

Notre jurisconsulte ne nous dit rien d'explicite à ce sujet. Mais il ressort des expressions qu'il emploie, par exemple des mots : « baron » synonyme de chef (*caput*); « poeste », dérivé de *potestas*, et de la théorie même de l'autorité maritale qu'il expose, que l'influence de la tradition chrétienne a été prépondérante sur la formation de cette théorie.

Un certain nombre de systèmes ont été proposés sur l'origine de la puissance maritale.

Les uns la font dériver de l'influence chrétienne, les autres cherchent son origine dans le *mundium* germanique.

Et d'abord l'influence chrétienne. « C'est la Genèse, dit M. Lefebvre, qui consacre déjà en termes saisissants, la primauté naturelle de l'homme et la vraie condition de l'épouse : la primauté de l'homme, puisqu'il a été créé le premier dans le plan divin et que sa compagne même n'a été tirée que de lui. Combien de fois le redira-t-on au moyen-âge ? Le vrai rôle de la femme, quand il est écrit, qu'elle sera « son aide, semblable à lui » : L'égalité de la femme en ses attributs de maîtresse de maison, chef aussi à sa manière, mais chef en second et subordonnée au mari comme chef supérieur, a-t-elle jamais été proclamée dans un langage à la fois plus simple et plus éclatant ?

Nous verrons bien, au XIII^e siècle avec Beaumanoir, que l'autorité maritale et le concours de l'épouse apparaîtront alors ordonnés dans la coutume, et de tous points avec une logique parfaite, sur cette grande donnée : « *adjutorium simile sibi* », avant les déformations singulières qui ont suivi. Mais je dois bien ajouter encore que c'est la Genèse qui, dans les paroles plus dures prononcées contre Eve après la faute, fournira l'expression même de puissance maritale, si souvent exagérée, par la suite, dans nos mœurs et dans notre jurisprudence anciennes. « *Sub potestate viri eris et ipsie dominabitur tibi.* » C'est bien là qu'elle a été prise, dès les invasions, sous le nom de puissance ou de *potestas* par les lois des Wisigoths et des Burgondes qui n'ont guère songé à organiser sous ce nom ce prétendu *mundium* germanique dont ni elle ni les lois franques ne parlent jamais pour le mari (1) ».

Ainsi le mot *potestas* (2) employé dans les lois barbares, puis transformé par Beaumanoir en l'expression « poeste » est un argument très solide en faveur de l'influence chrétienne unique.

Quant à l'influence germanique et à la théorie qui voudrait faire dériver la puissance maritale du *mun-*

(1) LEFEBVRE, *op. cit.*, page 110.

(2) Code Wisigoth d'Europe, n° 323 « *Sed vir, qui uxorem suam secundum sanctam scripturam in potestate habet et in servis ejus potestatem habebit.* » La Loi des Burgondes, titre 100, emploie aussi le mot *potestas*.

dium, elles nous semblent sujettes à caution, tant que leurs partisans n'auront pas expliqué pourquoi le *mundium* germanique qui existait sur toutes les femmes, s'est transformé en autorité maritale pour les femmes mariées et s'est d'autre part évaporé, lorsqu'il s'agit de filles ou de veuves que Beaumanoir déclare pleinement capables ?

Ne faut-il pas, pour concilier tout le monde, reconnaître, avec l'opinion la plus vraisemblable, que la puissance maritale au XIII^e siècle est une *transformation* (1) du *mundium* germanique sous l'influence des idées chrétiennes ? Nous appuyons sur le mot transformation.

La même question se posera encore au sujet des origines de la communauté. D'ailleurs la puissance maritale et la communauté ne se pénètrent-elles pas l'une l'autre, et en traitant l'un des sujets, on fait plus qu'effleurer l'autre. Aussi cette étude que nous venons de faire de l'autorité du mari sous Beaumanoir va simplifier considérablement l'étude de la communauté que nous allons aborder dans le chapitre suivant.

(1) Mais la transformation a été radicale, et un grand nombre des caractères du *mundium* ne se retrouvent plus dans la puissance maritale du XIII^e siècle.

CHAPITRE IV

LA COMMUNAUTÉ DANS BEAUMANOIR

Ce n'est pas seulement, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, sur la femme elle-même et sur ses actes, que le mari possède une puissante autorité : c'est encore sur ses biens. Ce pouvoir sur les biens est d'ailleurs une conséquence du pouvoir sur la personne. Comprendrait-on un mari possédant sur la femme la rigoureuse autorité dont nous venons de parler, sans que cette autorité s'étende sur les biens ? Il est tout à la fois « seigneur et maître » des biens et de la personne de la femme.

Pour nous rendre compte de ce pouvoir du mari sur les biens de sa femme, il nous faut étudier la formation, la composition, l'administration et la dissolution de cette communauté entre époux qui était, au temps de Beaumanoir, le seul régime matrimonial admis dans les coutumes de Beauvoisis.

I. — Formation de la Communauté.

Dès le mariage, il y a communauté de biens entre époux. C'est le régime de droit commun et, d'ailleurs, le seul régime autorisé. Beaumanoir n'admet pas, comme aujourd'hui notre Code civil, la liberté des conventions matrimoniales. Le régime de communauté est le régime forcé des époux.

« Çascun set, dit Beaumanoir, que compaignie se fait par mariage, car si tost comme mariages est fes, li bien de l'un et de l'autre sont commun par le vertu du mariage (1). »

Beaumanoir ne nous parle pas de la possibilité d'établir un régime de communauté réduite aux acquêts, ou, à plus forte raison, un régime exclusif de communauté. Nous verrons bientôt aussi que Beaumanoir n'admet, en aucun cas, la séparation de biens, pas même comme conséquence de la séparation de corps.

II. — Composition de la Communauté

1° *Actif de Communauté.*

Il se compose de la jouissance de tous les biens et de la propriété des meubles et des conquêts. C'est ce qui ressort du passage suivant :

(1) B. XXI, 2, *princ.*

« Se li peres et le mere avoient marié lor enfans de l'iretage qu'il aroient aquis ensanlle, et li enfe moroit après sans oir de son cors, après ce que ses peres ou se mere seroit mors : li peres ou le mere qui survivroit emporteroit le moitié de l'iretage qu'il li aroient doné de lor aquest, et li plus prochains parens au pere ou à le mere mort emporteroit l'autre moitié ; porce qu'autant de droit y avoit li peres comme le mere, si n'en pot çascuns r'avoir à par li que le moitié, se li enfes muert sans hoir. Mais se li peres et le mere vivent ensanle el tansque lor enfes muert sans hoir, tout ce qui demeure à lor enfant lor revient, se li enfes ne l'a aloué à son vivant, et exepté ce qu'il a lessié en testament de ce qu'il pot et doit lessier, c'est à savoir : ses muebles et ses conquès et le quint de son heritage, si comme il est dit el capitre des testamens ; et exepté le partie que le feme au mort en doit porter, s'il estoit mariés, c'est à savoir : son douaire, le moitié des muebles et le moitié des conquès. Et se c'est fille qui fust mariée du pere et de la mere ou de l'un par li, et elle muert sans oir de son cors, ses barons emporte le moitié de ses muebles et de ses conquès ; et fust encore ainsi qu'il n'i eust nul meuble, fors que cix que le fille aporta à mariage du pere ou de le mere par le reson de l'acompaînement du mariage (1). »

(1) B. XIV, 29.

Pour nous faire une idée exacte de la composition de communauté, il est nécessaire : 1° que nous sachions distinguer les meubles et les immeubles ; 2° que nous puissions délimiter la sphère des conquêts.

Et d'abord, qu'est-ce que Beaumanoir entendait par meubles ? Il consacre un chapitre entier, le vingt-troisième, à cette étude. Pour lui, les meubles, ce sont les choses produites par les immeubles et destinées à en être détachées. Quant aux immeubles, ils présentent trois caractères : l'immobilité, la perpétuité et la production de fruits périodiques. Il nous en donne la définition et l'énumération suivantes : « L'eritage si sont cozes qui ne poent estre meues et qui valent par anées as signeurs à qui il sont, si comme teres gaignables, bois, prés, vignes, gardins, chens, rentes, fours, molins, pressoirs, mesons, qui sont droites tant comme eles tiennent à quevilles ; yaues, uzages, mais qu'il soient tenu de segneurs ; corvées, homages, travers, tonlix : toutes tix cozes sont heritage (1). »

Dans les deux paragraphes suivants, il donne une longue définition des meubles corporels :

« Muebles, à généralment parler, si sont toutes cozes movables, c'est à entendre toutes cozes qui poent estre mues de lieu en autre, et aucunes cozes sont il, selonc nostre coustume, qui ne poent estre meues.

(1) B. XXIII, 3.

devant le tans qu'eles sont meures, et si sont jugiés por mueble, si comme voz orrés ci après. (1) »

Puis, développant la dernière idée exprimée dans le texte précédent, notre jurisconsulte ajoute : « Mueble, si sont toutes les cozes qui des héritages issent si tost comme eles sont coillies, si comme bois quant il est copés, blés si tost comme il est semés. Et du blé n'est-il pas ainsi en moult de païs, ançois sont heritage dusqu'à tant qu'il est soiés ; mais à Clermont, noz avons trois fois veu aprover par jugement que estoit mueble. Et cha avant noz dirons les cas por quoi ce fu jugié. Et des vignes aussi avons noz veu jugier que puisque la vigne est fete, tant que li roisin sont fourmé, le despuelle est contée por mueble, et devant le pris du gaaignage. Et aussi dès avant qu'il soient semé, li gaaignage de teres est contés pour muebles. Aveines, vins, deniers, cevax, tous metax, tex manières de marceandises qui poent estre portées, sont conté por mueble » (2).

Enfin, Beaumanoir complète cette définition par celle des meubles incorporels : Noz avons dit que muebles sont cozes muables et desseurées d'heritages ; et des heritages naissent li mueble, car si tost com les despuelles des heritages sont levées ou li pié copé de tix qui tiennent à rachines, ce qui pooit devant estre dit heritages, doit après estre apelés muebles.

(1) B. XXIII, 2.

(2) B. XXIII, 4.

Donques, pot on veir que se denier de rente son deu à certain jour, ou blés, ou aveines, ou ce qui est deu de terme passé, si comme de rentes, et mult d'autres cozes, et jors de paiement est venus: par le reson de tix rentes doit estre conté por mueble; et dusques aujor que le rente est due, c'est héritage. (1) »

Les passages de Beaumanoir que nous venons de citer nous conduisent à parler d'une catégorie de biens, intermédiaire entre les meubles et les immeubles, et que Beaumanoir appelle *cateux*. Il est important, au point de vue de la composition de la communauté, de savoir quelle était leur nature dans les coutumes du Beauvoisis.

D'après certaines coutumes du Nord, pour qu'un bien fût « héritage », il ne suffisait pas qu'il fût immobilier, il fallait encore qu'il produisît des fruits. Les biens immobiliers ne produisant pas de fruits périodiques étaient appelés « cateux ». Citons-en comme exemple les blés non coupés, les raisins non cueillis. Dans la plupart des coutumes, les « cateux » étaient considérés comme immeubles jusqu'au moment de la récolte. Beaumanoir au contraire, revendique pour eux le caractère de meubles à partir du moment où le blé est semé, et où la vigne est taillée (2). Et comme le jurisconsulte de Clermont n'énonce jamais une règle juridique, sans en tirer des consé-

(1) B. XXIII, 9.

(2) B. XXIII, 4, déjà cité.

quences pratiques, il nous cite le cas d'une veuve qui ne peut obtenir dans son douaire les blés achetés sur pied par un tiers du vivant de son mari, parce que ces blés, quoique achetés verts, étaient au moment de l'acquisition, considérés comme meubles, et, par conséquent, comme faisant partie de la communauté :

« Il avint, dit Beaumanoir, que uns escuiers qui avait une demisele espousée, vendit ses blés en terre et avant que li poins venist du soier, il morut et le demisele vaut renoncier as muebles et as detes, et emporter son doaire quite et delivre ; et de ses blés, qui estoient en tere, ele en vaut porter la moitié par le reson de son doaire. Et li marceans qui acetés les avoit, dist encontre, qu'ele n'i devoit riens avoir, car ses barons, qui estoit sires de le coze, li avoit cel blé vendu, li quix blés estoit muebles, par le coustume de le terre ; et s'il eust vendu, el tans qu'il fist le vente, toz ses autres muebles, ne peust ele cele vente rapeler, par le coustume de le terre, et il li vendist le mariage durant. Il requeroit que ses marciés li fust tenus ; et sor ce se mirent en droit. Il fu jugié que li marceans l'emporteroit par le reson de son acat. Et par cel jugement pot on veir que blé en terre sont muebles, selon nostre coustume. Car se ce fust heritages, nus ne doit douter qu'elle n'en eust porté son doaire tout vestu. (1) »

(1) B. XXIII, 5.

Remarquons que, dans ce texte, la veuve a renoncé à la communauté. C'est donc que cette communauté était mauvaise ; et l'acheteur du blé, si le marché eût été rompu, n'aurait pu trouver dans cette communauté l'argent nécessaire au remboursement du prix d'achat, par lui déjà payé. Il était donc nécessaire que le marché ne fût pas résolu, sous peine de voir l'acheteur lésé.

Tout autre est le cas d'un des paragraphes du même chapitre XXIII, où Beaumanoir rapporte un jugement rendu en sens contraire, c'est-à-dire où le blé acheté du vivant du mari fut compris dans le douaire de la femme. Dans cet exemple, que nous allons rapporter, la veuve, en effet, n'a pas renoncé à la communauté, qui est bonne ; l'acheteur de blé a donc pu se faire rembourser intégralement son prix d'acquisition, et la vente a été résolue au profit de la femme qui voit son douaire augmenté (1). Voici ce texte :

« Noz avons dit que blés en tere et aveines sont muebles ; et les cas que noz en avons veu, par quoi il apert que ce sont mueble, noz avons dit. Nepor-

(1) Sachons recueillir, en passant, les enseignements que nous donne Beaumanoir, dont l'esprit large sait faire varier, suivant la situation respective des parties, les solutions de la jurisprudence. Voyez comme il a souci de concilier les intérêts de tous. Augmenter le douaire de la veuve est certes désirable, et il le fait chaque fois que cela est possible (B. XXIII, 7). Mais n'est-il pas préférable de protéger l'acheteur qui pourrait être lésé ; qui, lui « *certat de damno vitando* », alors que la femme « *certat de lucro captando* » (B. XXIII, 5).

quant, noz avons veu jugement qui sanlleroit à aucunes gens contraires à ce que noz avons dit, car noz veismes jugier que blés en terre n'est pas muebles, quant au doaire, que le feme en deust avoir porté por son doaire les blés que ses barons vendi, puisque ses douaires li vint avant qu'il peussent estre levé. Mais le reson que li juteur regarderent, si fu porce que li marciés si fus fes le mariage durant : ce qu'il en orent ala ou dut aler en lor commun porfit ; et si regarderent que male coze seroit se li hons ne povit vendre ses blés en terre et garantir. Mais voirs est, quant doaires esquiet simplement et le feme qui en veut porter son doaire quite et delivre a renonchié as muebles et as detes, el emporte son doaire si comme elle le trueve..... (1) »

Pour compléter la notion que nous avons déjà de l'actif de la communauté dans Beaumanoir, il nous faut examiner maintenant ce que notre jurisconsulte entend par conquêt, et quelle est la sphère des conquêts ?

Pour Beaumanoir, le conquêt de communauté, c'est tout immeuble acquis pendant le mariage, soit par le mari seul, soit par les deux époux conjointement. Au chapitre XIV, intitulé *des Eritages*, il nous cite l'exemple suivant :

« Uns chevaliers et une dame, en lor mariage

(2) B. XXIII, 7.

durant, acetèrent un fief en l'eritage du chevalier. Ils orent enfans. Après, le mère morut et li enfant demanderent le moitié du fief, par le reson de l'aqueste lor mere ; et li chevaliers qui estoit lor peres, dedens l'an et le jor que le mere fu morte, le retraist des enfans par le bourse ; et li sires de qui li fiés estoit tenus, requist à avoir deus homages de cel fief : l'un, par le reson de le moitié qu'il y avoit de son droit, par son acat ; et l'autre moitié qu'il avoit retraite de ses enfans par le bourse. A ce respondi li chevaliers, qu'il n'i devoit avoir que un homage, car si enfant n'i avoient nul droit de l'eritage, puis qu'il le vausist avoir par le bourse ; et quant il estoit hons de tout le fief entièrement et nus n'emportoit riens fore li, il n'estoit pas tenus à fere deus homages, et sor ce mirent en droit. Il fu jugié qu'il n'i devoit avoir que un homage. Mais voirs est que, se li enfant en eussent porté la moitié par le reson du conquest lor mere, que li peres ne l'eust pas retrait par le bourse, il y eust eu deus homages. (1) » Le fief dont il est ici question, et qui est qualifié conquêt, a été acquis par les époux pendant le mariage. C'est bien là la notion du conquêt, telle qu'elle existe encore dans notre code civil.

(1) B. XIV, 20. Sans nous arrêter ici à la nature même du conquêt immobilier, que nous développerons au sujet de l'administration de la communauté, remarquons que ce texte prouve déjà que les conquêts étaient plutôt des propres appartenant pour moitié à chacun des époux, que des biens communs.

Mais la conception de Beaumanoir est plus large que la nôtre actuelle. Elle comprend encore les biens immeubles donnés ou légués à l'un des époux ou aux deux, par toute personne autre que les ascendants, ainsi que les dons faits à l'occasion du mariage. Cette notion plus étendue est aussi plus logique : car elle correspond mieux à l'idée de collaboration, exprimée dans le capitulaire de 821. Un don ou un legs fait à l'un des époux ne doit-il pas être partagé au même titre que les produits du travail et de l'industrie communes ?

Quant à l'exception relative aux donations faites par les ascendants, elle s'explique par le désir très légitime de Beaumanoir de voir la « *terra aviatica* » se conserver intacte le plus longtemps possible dans les familles (1).

Cette définition du conquêt immeuble ne se trouve pas en toutes lettres dans les Coutumes de Beauvoisis, mais elle résulte de la conception large que Beaumanoir se faisait de la communauté entre époux, et, de plus, c'est celle de l'ancienne coutume de Paris, dans son article 246 ainsi formulé : « Chose immeuble donnée à l'un des conjoints pendant le mariage, à charge qu'elle sera propre au donataire, ne tombe en communauté. Mais si elle est donnée simplement à l'un des conjoints, elle est commune,

(1) Il n'est pas douteux non plus qu'il faille comprendre dans la catégorie des conquêts les rentes foncières et les offices.

fors et excepté les donations faites en ligne directe, lesquelles ne tombent en communauté. »

Ainsi, deux siècles après Beaumanoir, la même théorie subsistait encore.

Telle était la composition active de la communauté dans les coutumes de Beauvoisis.

2° Passif de communauté.

Le passif de communauté comprend toutes les dettes des époux, antérieures au mariage ou nées pendant le mariage.

En ce qui concerne les *dettes antérieures au mariage*, Beaumanoir ne vise que celles purement mobilières « qui touquent la personne, si comme convenances, acas, ventes, vilonies fetes, obligations et moult d'autres cas qui poent touquier les personnes », en un mot les dettes provenant de contrats et de délits, par opposition à celles immobilières, c'est-à-dire concernant les « heritages, terres, bois, prés, vignes, yaues, justices, seignories, molins, fours, me-sons, chens, rentes et autre cozes qui sont tenues pour heritages ». Ces dernières dettes restent propres à chaque époux, sauf bien entendu le service des arrérages de la rente pendant le mariage, qui est fait par la communauté. Quant aux premières elles deviennent communes par le seul fait du mariage. « Le femme veve plege, dit Beaumanoir, ou fet dete

en se veveté, et ele se marie, on en pot bien sivre le baron en cort laie, et convient qu'il en responde, car elle revient à le juridiction laie (1) ». Notre jurisconsulte ne distingue pas entre les dettes nées d'un contrat ou d'un délit, et ne parle en aucune façon de récompense, même pour les dettes provenant des amendes du mari, encourues avant le mariage.

Le champ du passif est donc moins étendu que dans notre code civil.

Quant aux *dettes nées pendant le mariage*, distinguons entre celles nées du chef du mari, et celles nées du chef de la femme.

Dettes nées du chef du mari. Toute dette du mari née pendant le mariage tombe à la charge de la communauté. « Voirs est, écrit Beaumanoir, que tant comme ils vivent ensanlle (le mari et la femme)... il convient que le feme suefre et obeisse de tant comme il apartient à lor muebles et as despuelles de lor heritages ; tout soit ce que li feme y voie se perte tout apertment, si convient il qu'ele suefre le volonté de son segneur (2) ». Les meubles et les fruits des immeubles répondent donc des dettes du mari qu'elles soient contractuelles ou délictuelles. En répond aussi, comme nous le verrons bientôt, la part du mari dans les conquêts.

Dettes nées du chef de la femme. Toute dette

(1) B. XLIII, 26.

(2) B. XXI, 2.

valablement contractée par la femme retombe sur la compagnie. Il suffit de se reporter au chapitre précédent sur l'autorisation maritale, pour éclaircir cette question. Nous y avons vu qu'une dette est valablement contractée par la femme, lorsque le mari a donné son consentement exprès ou tacite, et que son silence emporte consentement : « qui ne dit rien, consent. »

Quant aux dettes nées des délits de la femme, le mari en est le plus souvent responsable, car ses pouvoirs de chef lui permettent, et même lui font un devoir, d'exercer une stricte surveillance sur les actes de son épouse.

« Se le feme d'un home, écrit Philippe de Beaumanoir au chapitre *des Meffès*, fet rescousse ou se mesnie, li hons respont du fet, car il doit avoir tel feme et tel mesnie qui ne facent pas tel vilonnie au seigneur ; c'est à entendre, dusqu'à l'amende de soixante saus, car se li hons n'estoit pas el liu où le rescousse seroit fete, et se mesnie batoit ou vilenoit le preneur, il ne seroit pas resons qui li prodons fut raens por le meffet, ains s'en penroit li sires as persones quice aroient fet. Et se li hons les tenoit puis en son service qu'il saroit qu'il aroient fet le meffet, li sires l'en porroit tenir à coupable. (1) »

Ce texte où il est question d'une femme mariée

(1) B. XXX, 55.

résistant et causant un dommage au seigneur, en rend le mari responsable, par conséquent la communauté. Mais si ce dernier a été dans l'impossibilité d'empêcher le délit, si l'on n'a pas à lui reprocher un manque de surveillance, on ne peut s'en prendre qu'à la femme. Remarquons d'ailleurs dans ce texte un rapprochement significatif entre les mots « feme » et « mesnie ». C'est que le mari est responsable des délits de sa femme, comme de ceux des membres de sa mesnie, et peut-être même dans une plus large mesure. Car si, pour se dégager de la responsabilité que lui feraient, à chaque instant, encourir des enfants vicieux, criminels et mal intentionnés, il est permis au père de famille de les mettre à leur majorité « hors de son pain et de son pot et de sa mainburnie (1) » ou de « envoyer les servir hors d'entor li (2) », il n'est pas permis au mari de se débarrasser ainsi de sa femme qui est attachée, rivée en quelque sorte, au foyer familial, beaucoup plus solidement que les enfants.

Nous connaissons ainsi la composition tant active que passive de la communauté dans Beaumanoir.

III. Administration de la Communauté.

C'est le mari qui est le chef de la communauté : chef absolu en ce qui concerne les meubles et les

(1) B. XXI, 20.

(2) B. XXI, 20.

fruits des héritages, mais non en ce qui concerne le fonds des conquêts. Certains passages de Beaumanoir le prouvent surabondamment. Au chapitre « *des Meffès* » le grand jurisconsulte examine les effets de la confiscation. Le mari a-t-il commis un crime ? tous les meubles sont confisqués, mais seulement la moitié des conquêts. Est-ce la femme ? On ne peut confisquer que la moitié des meubles et la moitié des conquêts. Chaque conquêt constitue donc plutôt un propre par moitié, qu'un véritable bien de communauté. « Le forfeture de l'omme et de le feme qui sunt ensanlle, écrit Beaumanoir, n'est pas d'une meisme nature, de tant comme as bien appartient ; car se le feme qui est mariée meffet tant que son cors perde la vie, li sires par son meffet emporte se part des muebles, et les heritages qui sunt de par li, soit d'aqueste, soit de son heritage, emportent li segneur, et tuit li autre mueble demeurent au baron. Mes si li barons meffet son cors, il pert toz les meubles avecques les heritages, que nus des muebles n'en demore à le feme. Et par ce apert il que tuit li mueble sunt à l'omme, le mariage durant, car après le mort de l'un ou de l'autre, partissent aussi bien li hoir devers le feme comme par devers l'omme (1). »

Dans ce texte, Beaumanoir a spécialement en vue

(1) B. XXX, 99.

les crimes qui entraînent la peine capitale. Dans le passage suivant, au contraire, il s'occupe de ce qui arrive au cas de bannissement de l'un ou l'autre époux. La peine de bannissement est-elle encourue par la femme, les meubles ne sont pas confisqués ; car, le mariage n'étant pas dissous, le mari garde sur eux un pouvoir absolu. Est-ce au contraire le mari qui a mérité d'être banni, tous les meubles sont confisqués ? Dans les deux cas, la moitié des conquêts est seule confisquée. Lisez le paragraphe suivant : « Se feme meffet et puis se destorne, si ques on ne le pot avoir por justicier du fet, quant ele est banie por ses defautes li segneur poent penre les aquestes et les héritages qui a se part apartienent, si comme il est dit dessus ; et as muebles ne as heritages du baron il ne doivent touquier. Mais il est tout autrement quant li barons est banis pour son meffet, et le feme demore sans coupe ; car, tout n'i eust ele coupes, ele pert toz les muebles et encore toutes les levées des heritages qui sunt de par li, et les levées de toz ses conquès sont en le main des signeurs, tant que ses barons vit, fors que lor meson tant solement, en le quele ele doit avoir le covert por son cors garder et garantir. Et ensi comparent elles malement les meffès de lor barons, tout soit ce qu'eles n'i aient coupes. Et se li barons morent bani ou ataint du meffet, adont goïssent eles de lor heritages qui viennent par elles et de lor aquestes et de lor doaires.

Et le reson porquoi eles n'en goïssent pas tant com lor baron vivent en tel point, c'est porce que au baron apartienent tout li mueble et toutes les levées de lor héritages, tant comme il vivent; et encore, porce que se eles goïssoient de lor levées, li malfeteur en seroient soutenu. Neporquant, por cause de pitié, se le feme qui est sans coupe et demore en tel point, n'a pas amis qui li puissent ou voillent aidier à amenistrer son vivre, trop grant cruauté seroit c'on le lessast morir de fam ou desesperer par povreté; et por ce li segneur qui tiennent ce qui sien fust, se ses barons fust mors, li doivent doner soustenance de vivre et de vestir; et s'il ne le voelent fere, il en doivent estre contrainst par lor souverain. Car tout soit le coustume si cruels contre eles, comme il est dit dessus, neporquant li rois ou cil qui tiennent en baronie y poent metre remède por cause de pitié. (1) »

Sans doute, pour aliéner les conquêts, le mari a l'initiative, mais le concours de sa femme lui est nécessaire. Bien plus, il ne peut, sans le même concours, aliéner ses propres; car, ainsi que nous le verrons au chapitre suivant, il faut pour que l'aliénation d'un propre du mari soit définitive, que la femme renonce au droit de douaire qu'elle a sur les biens de son « baron ».

« Mais voir est, dit Beaumanoir, que li treffons

(1) B. XXX, 100.

de l'iretage qui est de par le feme ne pot li mais vendre, si ce n'est de l'otroi et de le volonté de se feme ; ne le sien meisme, se ele ne renonce à son doaire, qu'ele riens ne demandera por son doaire, s'ele le sorvit (1). »

Si le mari dilapide le patrimoine de la communauté, la femme, au temps de Beaumanoir, n'a pas le droit de se plaindre. Qu'elle se défende comme elle peut ! C'est avec beaucoup d'hésitation, et dans des cas spécialement déterminés et que notre jurisconsulte va nous énumérer, que Beaumanoir lui permet d'aller vivre ailleurs, aidée par une pension que lui servira son mari. Encore est-elle obligée de revenir chez ce dernier, s'il promet de s'amender. Cependant si le « baron » n'a pas tenu la promesse qu'il a faite de dépouiller le vieil homme, la femme peut quitter de nouveau le domicile conjugal et refuser d'y revenir. C'est ce qui résulte du passage suivant de Beaumanoir : « Nus ne se doit merveiller, dit-il au Chapitre *des Mautalens entre époux*, se les aucunnes se departent de lor maris quant les resons sunt resnables, mais moult doit prode feme souffrir et endurer avent qu'ele se mete hors de se compaignie. Mes en aucun cas ele n'i ont pas bon demourer, ançois doivent estre escusées de l'eslongement, s'eles le font ; car quant li mari les manecent à tuer ou à afoler, ou quant il

(1) B. XXI, 2.

ne lor voelent doner que boire, ne que mengier, ne vestir, sans meffet, por eles metre à mort, ou que li maris veut vendre l'iretage se feme ou son doaire par force, et porce qu'ele ne s'i veut acorder (1), il li mainne si malvese vie qu'ele ne pot durer ; ou quant il la boute hors sans le meffet à le feme ; ou quant ele se part, porce qu'il tient autre feme aveques li en se meson, à la veue et à le seue des voisins ; ou porce que ses maris mainne tele vie qu'ele en porroit perdre le cors, si comme se li maris est lerres ou acoustumés d'aucun malvès cas de crieme, duquel il est en peril de perdre le cors ; ou quant ele set qu'il porcace aucun grant mal ou aucune traïson, et ne le veut pas lessier por li : por toz tix cas doit estre le feme escusée, s'ele s'alonge de son mari ; et pot requerre à le justice qu'ele ait des biens communs pour se soufissance, et le justice le doit fere soufissamment. Neporquant, il n'i a nule division, comme de moitié ou de quart ; nis les despoelles de son propre héritage n'emporteroit ele pas, selonc nostre coustume (2). Donques, convient-il qu'eles soient secourues par l'office as juges et selonc lor loial estimation. Et s'il avient que li barons les voille repenre bonement, et li avoir en convent qu'il ne li fera coze

(1) Voici encore une preuve que le mari ne peut aliéner ses propres, sans le consentement de sa femme.

(2) Il n'y a donc, en cas de séparation de corps, ni dissolution, ni partage de la communauté.

por quoi ele s'en doie partir, et ele n'i veut r'aler, adont ne li doit fere li juges nule soustenance avoir. Mais s'ele y reva, et son baron li ment du tout, et li mainne plus malvese vie que devant, par quoi ele s'en part de requief, ce n'est pas merveille s'ele ne le veut plus croire quant il le rapele arriere ; car ele pot avoir presontion qu'il li mente, si comme il fist autrefois. Donques, en tel cas, doit ele avoir soustenance, si comme noz avons dit (1). »

Ainsi, tout ce que Beaumanoir admet, c'est la séparation de fait, dans les cas excessivement graves qu'il détermine rigoureusement. Il ne veut pas entendre parler de séparation de biens, même lorsque la femme voit sa fortune disparaître par suite de la mauvaise gestion du mari. On ne doit pas, dit notre jurisconsulte en termes formels, obéir à sa requête : « Se feme requiert, dit-il, que division soit fete des biens son mari, du vivant de son mari, on ne doit pas obeir à sa requeste ; car li maris, de drois communs, est sires de ses biens et des biens à se feme. Ne porquant, le justice doit regarder le cause por quoi ele n'est pas aveques li ; et selonc ce qu'il en voit le cause, il en doit ovrer. Car s'il voit que li maris, par folie et sans reson, l'ait boutée hors d'entor li, il doit commander au mari qu'il la reprenge et maintigne comme prode feme, selonc son estat. Et s'il ne veut,

(1) B. LVII, 4.

et le justice voit que ce n'est pas es coupes de le feme, et qu'ele se veut maintenir com prode feme, prendre doit des biens au mari tant qu'ele soit porveue soufisamment. Et encore, s'il espoente le mari de fere damace ou de prison, s'il ne le prent et maintient com prode feme, il fet bien et à droit, car c'est bien l'office as justices qu'il pussissent les crueus de lor cruautés, si que çascuns face ce que resons done dessoz eus (1). »

Ainsi, quels que soient les torts du mari et quoiqu'il ait poussé la cruauté jusqu'à ses plus extrêmes limites, jamais la séparation de biens ne sera obtenue par la femme. Tout ce qu'elle pourra obtenir, en plus de sa pension que la justice fixera, c'est que le mari soit condamné à des dommages-intérêts ou même à la prison.

Est-ce la femme qui a les torts, elle sera, à bon droit, laissée dans la misère, si elle ne veut pas réintégrer le foyer conjugal ? « Se le feme, dit Beaumanoir se part d'entor son mari, sans les coupes de son mari ; si comme les aucunes qui s'en vont por fere folie de lor cors ; ou ele n'ont pas tele entention de fere folie, mais eles heent les conversations de lor maris ; ou elles se partent, porce que lor mari ont guerres ou contens à son pere, ou à se mere, ou à ses parens, les quix ele aime mix que son mari ; ou ele s'en parti,

(1) B. LVII, 2.

porce qu'il le bati por aucun meffet qu'ele fist ou por aucune folie qu'ele dist ; neporquant, il n'estoit pas coustumiers de li batre, et li poise quant ele s'en est partie ; ou s'ele s'en part, porce qu'il ne li veut donner aucunes robes ou aucuns jouyax qu'ele demanda por li ou por ses enfans : en toz tex cas, s'ele requiert à avoir des biens son mari por se soustenance, on ne l'en doit riens baillier ; ançois le doit on reprendre de ce qu'ele s'en parti folement et à poi d'açoison. Et si li doit on commander qu'ele revoist avec son mari. Et s'ele ne veut et ele a povreté et mesaise, c'est à bon droit, si en doit estre poi plainte (1). »

De cette impossibilité pour la femme d'obtenir la séparation de biens, résultent pour le mari des prérogatives qui nous sembleraient exorbitantes, si nous ne connaissions déjà les garanties accordées à la femme : le consentement nécessaire de cette dernière pour l'aliénation des conquêts et des propres du mari (nous ne parlons pas, bien entendu, de ses propres à elle) ; pour l'exercice des actions pétitoires relatives à tous ces immeubles. De plus, n'avons-nous pas vu, au chapitre précédent, que la femme remplaçait le mari, sans avoir besoin d'aucune autorisation supplétive de justice, lorsque les circonstances empêchaient ce dernier de s'occuper de l'administration du ménage ? Nous n'avons pas à revenir sur cette

(1) B. I.VII, 3.

question, que nous rappelons seulement pour mémoire.

Remarquons enfin, qu'en retour de ses droits sur la communauté, le mari était tenu de pourvoir à l'entretien de sa femme et de ses enfants, et de supporter quant aux immeubles de sa femme, les charges qui pèsent sur les usufruitiers.

IV. — Dissolution de la Communauté.

La communauté ne se dissout que par la mort de l'un des époux. Le divorce n'existe pas, et nous venons de voir que, même après la séparation de fait, la communauté continue, et son administration reste entre les mains du mari, qui doit seulement une pension alimentaire à sa femme, lorsque telle a été la décision de la justice.

A la dissolution de la communauté, la femme, noble ou roturière, avait le droit d'y renoncer (1) ; elle était ainsi dispensée de payer les dettes qui grevaient la *compagnie*, et emportait son douaire, libre de tout passif. Au cas d'acceptation, Beaumanoir hésite sur le point de savoir si des garanties peuvent être exigées de la femme pour sûreté du paiement du passif ; car, tout en recommandant de les exiger, lors-

(1) Les coutumes du Beauvoisis diffèrent sur ce point de celles d'Anjou ou du Maine, qui n'admettaient de renonciation possible que pour la femme noble.

que la femme « uze folement des muebles », ou qu'elle a des biens personnels, il cite un jugement rendu à Creil, où, sous prétexte que les héritiers du mari peuvent se refuser à payer autre chose que leur part de dette, la femme fut dispensée de donner caution : « Il est au quois de le feme, quant ses barons est mors, de laisser tous les muebles et toutes les dettes as hoirs et d'emporter son doaire quite et delivre ; et s'il li plect, ele pot partir as muebles, et se ele y part, ele est tenue à se part des dettes. Et puis que ele a pris l'un des cois, ele ne pot pas recouvrer à l'autre, ainsi convient qu'ele en suefre son preu et son damace (1). Or est à savoir, se ele en veut porter se part des muebles, se ele fera seurté as hoirs de paier se part des dettes. Il fu jugié à Creeil, qui est des membres du conté de Clermont, qu'ele n'estoit pas tenue à fere seurté, car li hoirs s'en pot deffendre envers les deteurs qu'il n'est tenu envers eus que de se partie. Mais il est bone coze, s'il est dénoncié au juge qu'ele ait petit héritage por se part de detes paier, ou qu'ele uze folement des muebles ou qu'ele s'en veut aler hors du païs, qui li siens soit a tant què elle ait fait bone seurté au segneur ; mais s'ele ne veut, ele ne se justicera, fors par le cort de Crestienté, el tans de se veveté (2). »

(1) La femme n'est donc pas libre de revenir sur son choix.

(2) B. XIII, 9.

Ces textes nous montrent qu'il suffisait que la femme renoncât aux meubles pour renoncer à la communauté tout entière : preuve nouvelle de ce droit propre, que la femme avait sur le fonds des conquêts.

La renonciation se faisait sous une forme solennelle : la femme était tenue d'assister à l'ensevelissement du corps de son mari, et jetait sur la fosse ses clefs, sa bourse, et sa ceinture. Ces solennités étaient, paraît-il, prescrites à peine de nullité.

Tels étaient, sous Beaumanoir, les caractères de la renonciation.

Dans tous les cas, la femme avait droit à un préciput. Mais Beaumanoir s'élève avec raison contre la pratique abusive, qui lui donnait une trop grande importance. « Dieu merci, s'écrie-t-il, cis debas est venu devant nous ! » Mais voici le passage en entier : « Noz avons veu plusors ples entre les dames veves d'une part et les executeurs ou les oirs du mort de l'autre, sor ce que, quant le dame renonchoit as muebles et as detes, si en voloit ele porter se plus bele robe à parer et son plus bel lit furni, et de çascunne manière des jouyax le plus bel ; si com le plus bel henap, le plus bel anel, et le plus bel capel ; si que noz avons veu en aucuns liex là u il a esté souffert par debonereté, que ele emportoit bien autant de muebles ou plus comme il demoroit as hoirs ou as executeurs. Et aucune fois avons noz veu que, quant ele voloit partir as muebles et as detes, s'en voloit

ele porter hors part ce qui est dessus ; mais, Dieu merci, cis debas est venus devant noz en jugement à Clermont, et a esté jugié que, quant li sires est mors, soit que le dame voille partir as muebles et as detes, ou soit qu'ele y renonce porce que les detes sont grans et li mueble petit ; ele emporte tant solement se robe de çascun jor, le deerraine qu'ele ot acoustumé à vestir à çascun jor, el tans que ses barons a 'couquiés malade, et son lit tel comme ele l'avoit acoustumé plus communement par son gésir ; et tuit autre mueble, quel qu'il soient, doivent venir à partie, se ele partist as muebles et as detes. Et se ele y renoncha, tout doit estre delivré as exécuteurs que li mors establi ou as oirs, ce qui demeure après le testament païé. Et cel jugement entendons noz aussi bien entre cix de poeste, qui sont de franque condition, comme entre les gentix hommes. (1) »

Le partage des meubles et des conquêts se faisait par moitié entre le conjoint survivant et les héritiers de l'époux prédécédé ; sauf, bien entendu, les droits de douaire de la veuve, comme nous le verrons au chapitre suivant.

Mais il pouvait arriver quelquefois, que la dissolution du mariage n'amenât pas celle de la communauté, qui continuait alors entre le conjoint survivant et les héritiers du conjoint prédécédé. Ce n'était qu'un cas

(1) B. XIII, 21.

particulier de ces communautés taisibles qui se formaient, au temps de Beaumanoir, entre collatéraux, et même entre gens de poeste étrangers l'un à l'autre, et dont notre jurisconsulte nous parle au chapitre de *Compaignie* dans les termes suivants : « Le quarte maniere par quoi compaignie se fait, si est le plus perilleuse, et dont j'ai vu plus de gens deceus ; car compaignie se fet, par nostre coustume, par solement manoir ensanlle, à un pain et à un pot, un an et un jor, puis que li mueble de l'un et de l'autre sont mellé ensanlle ; dont noz avons veu plusors rices homes qui prenoient lors neveus et lor nieces ou aucun de lor povres parens par cause de pité, et quant il avenoit qu'il avoient aucun mueble, il les traioient à eus por garder et garantir à celi que il prenoient à compaignie par cause de bone foi ; et neporquant il ne mellassent jà si poi des biens à cex que il prenoient aveques les lor, puisqu'il y fussent un an et un jor, que la compaignie ne se feist ; si que noz avons veu aprover par jugement que cil qui n'aporta pas en le compaignie le valeur de quarante saus et n'i fu pas plus de deux ans et ne se melloit de riens, ançois fu apelés avec un sien oncle por cause de pité, por li nourrir : si demanda partie por le cause de le compaignie, et l'eut par jugement et emporta qui valut plus de deus cens livres. Et par cel jugement pot on veir le péril qui est en recevoir tele compaignie. Et por soi garder c'on ne soit en tele maniere deceus et

que on ne laisse pas bien à fere ne à apeler entor soi ses povres parens por ceste doute qui est perilleuse, noz dirons comment on les pot avoir entor soi sans peril. (1) »

Ces communautés taisibles qui se formaient, comme vient de nous le dire Beaumanoir, au bout d'un an et un jour, étaient très usitées entre membres de la même famille, et les parents pauvres en profitaient quelquefois pour frustrer un parent riche qui les avaient recueillis par pure charité : fraude d'ailleurs facile à éviter par ce dernier, à qui il suffisait de déclarer au seigneur qu'il ne prenait ce parent pauvre avec lui que par bonté d'âme, et non à titre d'associé (2). Lorsque des enfants mineurs vivaient avec leurs parents, il n'était pas nécessaire de faire cette déclaration : elle était sous-entendue (3).

La fréquence de ces communautés taisibles nous autorise à ne plus nous étonner que la *compagnie* continue entre les enfants du premier lit, le conjoint survivant remarié et le nouveau conjoint. Il n'est même plus question, dans ce cas, de la condition de l'an et jour. Mais l'enfant du premier lit a le droit de se retirer de cette association, quand il le veut, en réclamant les propres du parent prédécédé, et le tiers des meubles et des conquêts de la première commu-

(1) B. XXI, 5.

(2) B. XXI, 6.

(3) B. XXI, 22.

nauté. Beaumanoir envisage aussi l'hypothèse d'une communauté continuée, formée entre les enfants du premier lit, ceux du second lit, le conjoint survivant remarié pour la troisième fois avec un troisième conjoint, et ce troisième conjoint. Les conquêts et les meubles se partageaient alors entre eux par quart. « La quinte maniere de compaignie comment ele se fet, si est entre gens de poeste, quant uns hons ou une feme se marie deus fois ou trois ou plus, et il a enfans de çascun mariage, et li enfant du premier mariage demorent aveques lor parrastre, sans partir et sans certaine convenence de tenir les : en tel cas il poent perdre et gaaigner aveques lor pere et aveques lor marrastre, ou aveques lor mere et aveques lor parrastre. Et quant li enfant voelent partir, il emportent tuit l'eritage qui lor descendi de lor pere ou de lor mère mort, et le tiers des conquès et des muebles fes el tans de le compaignie. Et s'il a enfans de deus mariages en le compaignie du tiers mariage, li enfant du premier mariage en doivent porter, si comme noz avons dit, l'eritage de lor pere ou lor mere mort, et li tiers des muebles et des conquès du tans du secont mariage. Et du tans que li tiers mariages se fist et que li enfant du secont mariage vienent en compaignie avec eus et avec leur mere, il emportent le quart des muebles et des conquès qui sont aquis el tans du secont mariage, et li enfant du secont mariage l'autre quart, et li peres ou le mere

qui est el tiers mariage, l'autre quart. Donques, pot on veir que selonc ce que plusors persones sont ensanlle, les queles doivent fere compaignie, quant plus sont et plus sont petites les parties, sauf ce que tuit li enfant d'un mariage, quant il viennent en compaignie aveques le secont mariage ou avec le tiers, ne sont conté que por une sole personne ; car autant emporteroit li uns comme feroient li dix, quant il viennent à partie. (1) »

Mais, ajoute Beaumanoir, ces communautés étaient interdites aux gentilshommes, à cause du droit de garde et du droit de bail. (2) C'est là une preuve que la communauté entre époux, qui existe entre gentilshommes aussi bien qu'entre gens de poeste, n'a pas son origine dans les communautés taisibles, comme nous le verrons à la fin de ce chapitre.

V

Beaumanoir ne connaît pas la théorie des récompenses, ni celle, parallèle, du remploi. Les mœurs étaient, au XIII^e siècle, trop simples et trop rudes, pour que des théories si complexes pussent se faire jour dans les coutumes. La puissance maritale était trop rigoureuse, pour que la coutume songeât, lors-

(1) B. XXI, 8.

(2) B. XXI, 9.

qu'un propre de la femme avait été valablement aliéné, à réserver à cette dernière une compensation pour l'avenir au moyen du système des récompenses. Les deniers provenant de l'aliénation régulièrement faite d'un propre de la femme tombaient bel et bien en communauté, et restaient à l'entière disposition du mari.

Aussi arrivait-il souvent, qu'à la dissolution du mariage, le partage produisait d'injustes conséquences. Mais faut-il en faire un reproche sérieux à Beaumanoir ? Notre régime actuel de communauté légale occasionne lui aussi bien des injustices.

Cependant, le *retrait de mi-denier*, cas particulier du *retrait lignager*, pouvait, dès l'époque de Beaumanoir, faire pressentir, quoique imparfaitement, le système des récompenses. Il faut supposer que, pendant le mariage, les époux achètent un propre de la ligne de l'un d'eux, et que l'autre époux meurt le premier. Le conjoint survivant a alors le droit d'exercer le retrait lignager sur la moitié de l'héritage qui ne lui est pas attribué (d'où le nom de *retrait de mi-denier*). Il a, pour opérer ce retrait, un an et un jour à partir de la dissolution du mariage, s'il n'y a pas d'enfants du mariage, ou s'ils sont tous majeurs ; ou s'il y a des enfants mineurs, du jour de la majorité du plus jeune.

« Aucune fois avient il, dit Beaumanoir, quant uns hons et une feme sont ensanlle par mariage, et

il ont enfans, qu'il acatent aucuns heritages en l'heritage du pere, et après la mere muert, et demorent li enfant sous aage en le garde du pere. Or veons comment li peres aura le partie par le bourse, que li enfant doivent avoir en l'aqueste, de par le mere. Noz disons, selonc nostre coustume, que tant que li enfant sunt sous aage, li peres n'est pas tenus à offrir les deniers à ses enfans ; car il tient tout par le reson de le garde. Mais si tost comme li uns des enfans est aagiés, dedens l'an et le jour après il li doit offrir l'argent ; et s'il lesse l'an et le jor passer, il n'i pot puis recouvrer, ançois emportent li enfant le moitié, par reson de lor mere. Et autel comme noz avons dit du père qui acate en son héritage, dizons noz de l'iretage qui est acetés en l'éritage de le mere, quant li peres muert et le mere veut ravoir le moitié de l'iretage par le bourse. (1) »

Tels sont les caractères de la communauté sous Beaumanoir.

On peut les résumer de la façon suivante :

PREMIÈRE PROPOSITION. *Dès le mariage, l'homme et la femme sont en communauté de biens, par la vertu même du mariage. C'est le régime de droit commun et le seul régime possible.*

DEUXIÈME PROPOSITION. *Cette communauté se compose :*

(1) B. XLIV, 48.

Activement : de la jouissance de tous les biens et de la propriété de tous les meubles et conquêts. Ne restent donc propres à chacun des époux que les immeubles par eux acquis, antérieurement au mariage, ainsi que ceux leur provenant « ex allode parentum. »

Passivement : de toutes les dettes des époux antérieures au mariage ou nées pendant le mariage. Mais les dettes de la femme ne tombent en communauté que lorsque le mari les a légalement assumées. D'où certaines conséquences relatives aux délits des époux.

TROISIÈME PROPOSITION. *Le mari est le chef sous la direction duquel est gouvernée la compagnie. Il est le maître absolu des meubles et de la jouissance des immeubles, mais il ne l'est pas du fonds des conquêts dont il ne peut disposer seul. C'est que la femme est une véritable associée en second, qui ne peut, il est vrai, engager la société qu'avec l'assentiment de l'associé chef, mais qui hérite de tous ses pouvoirs, lorsqu'elle est, pour une raison quelconque, obligée de tenir sa place. La femme n'est jamais mandataire du mari, elle le remplace quelquefois. Mais d'un autre côté, quand le mari est là, la femme n'a aucun recours contre ses abus, ni la séparation de biens, ni l'autorisation supplétive de justice.*

QUATRIÈME PROPOSITION. *Cette communauté ne*

se dissout que par la mort de l'un des époux. Le divorce n'existe pas et la séparation de corps ne fait pas cesser la compagnie. A la mort de l'un des conjoints, meubles et conquêts se partagent par moitié entre le survivant et les héritiers du prédécédé, à moins d'une continuation possible de la communauté entre eux. Toutefois la femme peut renoncer à la communauté, en renonçant seulement aux meubles.

CINQUIÈME PROPOSITION. *Beaumanoir ne connaît pas la théorie des récompenses. Mais le retrait lignager et, en particulier, le retrait de mi-denier fait pressentir cette théorie.*

Demandons-nous maintenant, comme nous l'avons fait pour la puissance maritale au chapitre précédent, s'il est possible de trouver dans Beaumanoir quelques indications sur l'origine de la communauté entre époux.

Nous ne pouvons que répéter à ce sujet ce que nous avons dit au sujet de l'autorité maritale, c'est-à-dire qu'il ressort des expressions et de l'esprit de Beaumanoir que l'influence chrétienne a été prépondérante sur la formation de la communauté.

Cependant un grand nombre de doctrines ont été soutenues relativement à ses origines.

Sans nous arrêter à l'opinion qui voit dans un texte de César une preuve de l'existence de la communauté en Gaule au temps de la conquête gallo-

romaine, opinion d'ailleurs peu soutenable, puisque, d'une part, César ne nous dit pas que ce prétendu régime de communauté qu'il mentionne soit général en Gaule, et puisque, d'autre part, les documents postérieurs n'en parlent plus ; sans chercher non plus à justifier une seconde doctrine qui voudrait voir dans certains textes du Digeste (1) l'origine de la communauté, alors que ces textes ne visent que des droits de succession entre époux, et qu'il suffit, pour écarter cette doctrine, de remarquer l'absence de la communauté dans les pays de droit écrit ; examinons tout de suite s'il faut chercher son origine dans le droit germain ou le droit canonique.

Ence qui concerne le droit germain, Tacite ne nous parle pas de la communauté ; il ne vise, dans certains textes, que la communauté de travail, la communauté de destinée, qui existe forcément entre mari et femme, quel que soit le régime adopté par les époux.

Quant au droit canonique même, il est plutôt hostile au régime de communauté. « Le droit canonique, dit M. Gide, ne connaît d'autre régime nuptial que celui de la dot : il rejette également, et la communauté qui associe et égalise les intérêts des deux époux, et la paraphernalité absolue qui les sépare ; il exige le régime dotal qui rend la femme incapable et impuissante (2) ».

(1) D. 34, I, 16, *par.* 3.

(2) Condition privée de la femme, page 180.

Faut-il, d'un autre côté, chercher l'origine de la communauté entre époux dans les communautés taisibles, dont nous venons de parler ? Les partisans de cette opinion voient dans ces associations, qui se formaient dans les villages, un acheminement à l'association entre époux. Mais ils n'ont pas encore expliqué pourquoi les communautés taisibles mettaient un an et un jour à se constituer, tandis que la communauté entre époux existait dès la formation du mariage ; ni pourquoi celle-ci s'appliquait aux nobles comme aux roturiers, et celle-là aux roturiers seulement ? Sans doute ces deux institutions ont des points communs qui attirent l'attention des jurisconsultes. Beaumanoir, par exemple, en parle dans le même chapitre *de Compaignie* (1), et nous avons vu des solutions semblables dans les deux cas. Mais résulte-t-il de là nécessairement, qu'il y ait entre ces deux institutions un lien si étroit ? n'est-il pas évident, au contraire, que, malgré leur parallélisme, elles ont été inspirées par des besoins et des influences tout à fait différentes ? Les communautés taisibles, dans un but d'économie du droit de main-morte et de bonne administration, c'est-à-dire dans un but purement pratique ; la communauté entre époux dans un but plus élevé, plus moral, et grâce à l'influence chrétienne, qui seule explique sa généralité dans les pays de coutume.

(1) Chapitre XXI.

C'est le Christianisme qui en a semé les germes dans les lois barbares et dans certains usages de l'époque franque, et les idées, qui régnaient chez les Germains en général et les Francs en particulier, ne pouvaient que contribuer à faire germer cette bonne semence, qui trouvait chez ces peuplades un terrain tout préparé.

Encore fallait-il que l'on semât ? Que seraient devenues, en effet, la formule de la loi Ripuaire qui accordait à la femme le tiers « *de eo quod simul collaboraverunt* » ; celles de la loi des Saxons et du Capitulaire de 821, qui portaient ce droit de survie du tiers à la moitié, si l'influence chrétienne n'était venue donner une direction unique à ces tendances d'association vagues encore, si Jésus-Christ et saint Paul n'avaient partout mis en honneur, en les répétant et en les commentant, ces paroles de la Bible : « *Quamobrem relinquet homo patrem suum et matrem et adhærebit uxori suæ, et erunt duo in carne una* ».

« *Eterunt duo in carne una* ; qu'est-ce autre chose, dit M. Lefebvre (1), que la proclamation la plus simple et la plus saisissante de l'idée d'association conjugale, comme association plus profonde que toutes les autres : corps et âmes, enfants et fortunes ! Le Bas-Empire n'y tendait qu'à peine, quoique déjà la Gaule chrétienne parût connaître l'usage du concours

(1) *Op. cit.*, page 109.

ordinaire des époux dans les actes. Les Germains, de leur côté, en avaient si bien le sentiment naturel que Tacite nous a rendu témoignage de l'intimité profonde des époux : « *Venire se laborum periculorum que sociam*, etc... » Mais ces tendances de leur vie primitive, toute rustique et guerrière, qui auraient pu s'affaiblir avec leur fortune nouvelle, et au contact d'un droit romain bâti sur de tout autres principes (ne l'avons-nous pas vu entre Chilpéric et Frédégonde ?), elles vont s'exalter au contraire, et passer dans le droit, avec la pensée et la récitation constante de la grande parole biblique : « *Et erunt duo in carne una*. » C'est elle qui va bientôt inspirer, avec une pratique de plus en plus répandue du concours juridique des époux, le : *quod simul collaboraverunt* et *quod simul consumpserunt*, qui commence seulement à apparaître (fin VI^e siècle) dans la loi Ripuaire.

La coutume de toute cette société chrétienne va s'ordonner de plus en plus suivant cette pensée que « mari et femme ne font qu'un ». L'idée d'association conjugale va grandir et se développer sous tous ses aspects. Et là surtout nous trouverons l'origine de notre vieille communauté, si essentiellement nationale, mais bien plus conforme à cette pensée chrétienne (jusqu'au XIII^e siècle) qu'elle n'est devenue et demeurée jusqu'à nos jours. »

CHAPITRE V

LE DOUAIRE DANS BEAUMANOIR.

I. Douaire des Femmes.

A l'époque de Beaumanoir, le douaire est une institution déjà bien précise et bien caractérisée ; et la théorie, autant que celle de la puissance maritale, et plus que celle de la communauté, en est exposée dans les coutumes de Beauvoisis avec une grande netteté. Aussi bien, un chapitre spécial (1) y est consacré par notre jurisconsulte. Notre étude en sera singulièrement facilitée ; car, au lieu de glaner des textes un peu partout, comme nous l'avons fait jusqu'ici, il nous suffira de faire un commentaire raisonné du chapitre *des Douaires*.

Le douaire était un gain de survie accordé à la femme sur les biens de son mari prédécédé.

(1) C'est le chapitre XIII.

« La general coustume des douaires, de ce que le feme enporte le moitié de ce que li hons à au jor qu'il l'espouse, si comme j'ai dit dessus, si commencha par l'establisement le bon roi Phelippe, roi de France, li quels regnoit en l'an mil deus cens et quatorze. Et cest establisement commanda il à tenir par tout le roïame de France, exceptée le couronne et plusors baronies tenues du roïame, les queles ne se partent pas à moitié par le douaire, ne n'enportent les dames en douaire, fors ce qui est enconveniencié en fesant le mariage. Et devant cest establisement du bon Roy Phelippe, nule feme n'avoit douaire, fors tel qui li estoit convenencié au mariage. Et bien apert que le coustume estoit tele anciennement, par une parole que le li prestres fet dire à l'omme, quant il espouse, car il dist : « Du doaire qui est devisés entre mes amis et les tiens, te deu. (1) »

Le douaire portait donc, au commencement du XIII^e siècle, dans les coutumes du Beauvoisis, sur la moitié des biens que le mari possédait au jour de son mariage. Il est ici question du douaire coutumier, c'est-à-dire de celui auquel a droit la femme, à défaut de convention matrimoniale expresse. Mais le texte que nous venons de citer demande quelques explications.

Il en résulte tout d'abord qu'en 1214 une ordonnance de Philippe-Auguste fixa la quotité du douaire

(1) B. XIII, 12.

coutumier à la moitié des biens que le mari possédait au jour du mariage. Mais faut-il en conclure que cette ordonnance ait créé le douaire coutumier? Ou doit-on admettre, au contraire, avec certains auteurs, que cet « établissement le bon Roi Philippe » n'a fait qu'unifier une quotité qui, jusqu'en 1214, variant avec chaque coutume, n'en avait pas moins un caractère de légalité? C'est une question fort délicate à résoudre.

Certes, comme nous le verrons en recherchant les origines du douaire, il existait certainement dans la loi Ripuaire à l'état de quotité fixe, et probablement aussi dans celle des Alamans et des Bavarois; car, ces dernières lois, en fixant le montant de la dot de la femme, avaient en vue le douaire, quoiqu'elles ne parlassent pas de la condition de survie. Il n'est pas non plus douteux que le douaire du tiers existât dans les pays soumis à l'influence anglo-saxonne, ainsi que l'atteste Glanville (1): «.... *Cum quis autem sponsam suam dotat aut nominat dotem, aut non. Si non nominaverit, tertia pars totius tenementi liberi sui intelligitur dos ejus.... Si vero dotem nominat et plus tertia parte, dos ipsa in tanta quantitate stare non poterit: amensurabitur enim usque ad tertiam partem.....* » Certes encore, Benoist Lévite nous dit bien dans un de ses capitulaires: *Nullum sine*

(1) *De Legibus Angliæ. Livre VI, Titre 1.*

dote fiat conjugium, nec sine publicis nuptiis quisque nubere praesumat » (1) et plus loin « *per concilium et benedictionem sacerdotis et consultu aliorum bonorum hominum eam sponsare et legitime dotare debet.* » (2)

Sans doute aussi, on trouve des chartes du XI^e siècle, qui attribuent à la femme, à titre de douaire, la moitié des immeubles de son mari. Mais était-ce là un véritable douaire légal ?

Que, dans la pratique, l'époux au lieu de faire rédiger un acte écrit renfermant les dispositions conventionnelles qu'il voulait prendre vis-à-vis de sa femme, se contentât de se présenter aux portes de l'Eglise devant le prêtre, et de prononcer sous le porche la formule que Beaumanoir nous citait à l'instant (3), rien de plus vraisemblable. Rien d'étonnant non plus à ce que le mari fixât presque toujours le douaire au tiers des biens, ainsi que le rapportent la plupart des chartes du temps. Mais il y a loin de là à prétendre que le douaire fût légal.

D'ailleurs les caractères du douaire au XI^e siècle ne semblent-ils pas s'opposer à ce qu'il soit légal ? A cette époque, en effet, le mari pouvait disposer de ses biens et n'avait pas besoin, comme au XIII^e siècle, du consentement de la femme pour les aliéner.

(1) Capitulaire 133. Livre VI.

(2) Capitulaire 179. Livre VII.

(3) B. XIII, 12, *in fine*.

Aussi avait-on l'habitude de désigner d'avance les biens sur lesquels porterait le douaire : ces biens étaient dès lors frappés d'inaliénabilité.

Quoi qu'il en soit, les bienfaits de l'ordonnance de Philippe-Auguste furent incontestables. Car elle rendit la quotité du douaire uniforme dans tout le royaume, et supprima la distinction qui existait jadis entre les fiefs et les censives (1). Désormais *la femme a droit à son douaire, même en l'absence de toute clause conventionnelle, et ce douaire ne peut être inférieur à la quotité légale*. C'était assurer à la veuve le même genre de vie qu'elle avait menée pendant le mariage, et lui permettre de supporter dignement son veuvage ainsi que la charge de l'éducation de ses enfants. C'était aussi la protéger contre les aliénations à titre gratuit et les dispositions testamentaires irréflechies du mari.

« Bon est, dit Beaumanoir en ce sens, que après ce que noz avons parlé el capitre devant cesti des testamens, que noz, en cest capitre qui ensuit, parlons des douaires ; porce que, après ce que cil qui sont en mariage ont ordenés lor testamens et lor derraine volenté et il sont trespasé de cest siècle, il est mestiers que lor femes, qui demeurent esbahies et desconfortées, soient gardées que force ne lor soit

(1) Avant l'ordonnance de 1214, le douaire ne pouvait porter, en un certain nombre de coutumes, que sur le tiers des fiefs du mari.

fete en ce qu'eles ont acquis par le reson du mariage après les décès de lor maris ; (1) »

Pour que la femme eût droit au douaire, il fallait d'abord que le mariage fût valable et ensuite qu'il ait été consommé : « Douaires est acquis à le feme si tost comme loiax mariage et compaignie carnele est fete entre li et son mari, et autrement non. » Cette condition, qui exige la consommation du mariage, n'est-elle pas significative, et ne prouve-t-elle pas combien avait été grande l'influence de l'Eglise sur le douaire ? L'Eglise, en effet, ne considérait le mariage comme irrévocable que lorsqu'il y avait eu *copula carnalis*. Dès lors le douaire n'était dû qu'à la même condition.

Le douaire ne portait pas en général sur les châteaux et les forteresses, pas plus qu'il ne portait sur la couronne de France ou sur les duchés, comtés et baronnies. Au contraire, dans le Beauvoisis, il s'étendait sur les donjons et forteresses : « La femme, par nostre coustume, dit Beaumanoir, enporte en son doaire le cief manoir, tout soit ce que ce soit forte-rece ; et tout l'enclos, tout soit ce qu'il soit tenus de plusors segneurs.. Et cel cas de forte-rece, ai je veu debatre et puis aprouver par jugement (2) ». Cependant les castels, c'est-à-dire les manoirs sis au chef-lieu du comté, à Clermont ou à Creil, par exemple,

(1) B. XIII, 1.

(2) B. XIII, 8.

rentraient dans la règle générale : « Tout soit il ainsi que les dames, par le coustume de Biavoisis, emportent les fortereces en douaire, noz l'entendons des fortereces qui ne sont pas castiax, li quel sunt apelé *castel* par le reson qu'il sont quief de le conté, si comme Clermont ou Creeil ; car nus de cex n'en seroit portés en douaire. Neporquant, si tost que li sires du castel est mors, le dame doit demorer en le saizine du manoir du castel, dusques à tant que li hoirs li ait fet manoir soufisant, selonc le douaire de le terre et el liu là u li douaires siet, tout soit ce que le dame ait autres manoirs de son heritage. Et ce veismes noz jugier por le dame de Nulli, en l'ostel le Roy. Car quant se sires fu mors, si oirs de le premiere feme qu'il ot eue, le debatirent que ele ne devoit pas avoir le castel de Nulli en douaire par deus resons : le premiere si est, porce que lor mere en avoit esté douée ; et le seconde, porce que c'estoit castellerie ; ne onques por ces resons ne demora qu'ele ne l'emportast par jugement. Et par ce apert il encore bien que li hoir ne sunt pas ahireté en Biavoisis, selonc les douaires, es heritages qui sunt tenu en fief, car s'il en fussent aherité aussi qu'il sunt en France, ele n'i eust pas eu douaire, puisque li sires de Nulli eust eu autre feme et enfans de cele premiere femme, ançois l'en eussent porté li premier enfant por le douaire lor mere (1) ».

(1) B. XIII, 19.

Ce texte est intéressant : Beaumanoir n'y permet pas à la veuve de garder le castel en douaire ; cependant, elle a sur le castel un droit de rétention, tant que les héritiers du mari ne lui ont pas donné une compensation suffisante, consistant en des manoirs autres que des castels. Puis, passant de la théorie à l'exemple pratique, le jurisconsulte clermontois nous parle de la dame de Neuilly, seconde femme du Sire de Neuilly ; poursuivie par les héritiers de son premier époux, qui voulaient lui faire restituer le castel de Neuilly, elle obtint du Parlement un jugement qui lui permit de rester en possession, et dont Beaumanoir nous indique les motifs dans le texte.

Encore en 1214, le douaire ne portait que sur les immeubles que le mari possédait au jour du mariage. (B. XIII, 12, déjà cité). Une telle disposition ne réduisait-elle pas, dans bien des cas, la veuve à la misère ? Il suffit, pour s'en rendre compte, de supposer que le mari ne possède aucun bien au jour du mariage. Aussi Beaumanoir, admet-il, (ce qui est beaucoup plus juste) qu'il *porte aussi sur les biens échus au mari pendant le mariage en ligne directe ascendante ou descendante*. C'est ce qui ressort des textes suivants :

« Se tere esquiet de costé à celi qui est mariés, comme d'oncle ou d'autain, de frere ou de sereur, ou de plus lointaing degré de lignage, et li hons muert,

le feme n'i a nul douaire en tel maniere d'esqueance. Mais s'aucune tele esquence est esqueue à l'omme avant qu'il ait espousé, il est aperte coze qu'ele en est douée, aussi bien comme du propre héritage à l'omme (1) ».

« S'aucune descendue d'eritage vient à l'omme el tans qu'il a feme, comme de son pere ou de se mere ou de son aiol ou de s'aiole, ou de plus loins en descendant, et li hons muert puis cele descendue, ains que le feme : la feme emporte le moitié par le reson du doaire. Mais se le descendue vient après ce que li hons est mors, tout soit ce qu'ele en ait enfans, ele n'i pot demander douaire ; car li barons n'en fu onques tenans, ains vient as hoirs. Et si li hoir ne sont aagié, le garde des hoirs et des heritages appartient à le mere. Et aussi tenroit ele le garde de toutes esqueances qui venroient à ses enfans sous aagiés (2). »

Il suffisait donc, dorénavant, pour qu'un immeuble fit partie du douaire, que le mari en fût devenu propriétaire, soit avant le mariage, de quelque façon que ce soit, soit pendant le mariage, autrement que par succession collatérale.

(1) B. XIII, 13. Les biens échus en succession collatérale sont, nous l'avons vu, des conquêts de communauté.

(2) B. XIII, 14. A la fin de ce paragraphe, Beaumanoir dit que les biens échus après la mort du mari, aux enfants issus du mariage, et leur provenant de la succession de leurs aïeux paternels, ne font pas parti du douaire.

Mais le douaire pouvait, dans certains cas, porter sur des biens que le mari n'avait jamais eus en sa possession. Voici un exemple cité par Beaumanoir : « En un cas aroit bien feme doaire de l'iretage dont ses barons n'aroit onques esté tenans ne prenans ; chest à savoir se uns hons se marie et il a mere, leque le mere tient en hiretage doaire de par le pere au marié ; se cil mariés muert et le mere aussi après, qui tenoit en doaire, le feme au marié emporte le moitié de ce que le mere tenoit en douaire ; car il estoit jà descendus du pere au marié, le mariage durant, si que le mere n'i avoit que le moitié de se vie ; et porce revient il au secont douaire, ainsi comme se le dame fust morte au vivant de son fil. (1) » Ils'agit, dans ce texte, d'une femme recueillant dans son douaire les biens provenant de la succession de son beau-père, mais dont son mari n'avait jamais été détenteur. Ce dernier, en effet, étant décédé avant sa mère, n'avait jamais été que nu-propriétaire des biens en question, puisque sa mère en avait l'usufruit en qualité de douairière.

Telle était la composition du douaire dans les coutumes du Beauvoisis.

A quel moment s'ouvrait le douaire ?

Il s'ouvrait à la mort du mari ; la femme jouissait de la prérogative d'établir les lots ; les héritiers du

(1) B. XIII, 15.

maride choisir les premiers le leur. C'était la meilleure manière d'obtenir l'égalité du partage : « Voirs est, dit Beaumanoir, quant il convient que li douaires soit exeptés de le partie as hoirs, le coustume est tele que le dame qui veut avoir le douaire, fet le partie ; et quantele a le parti fet, lis oirs du mort prent le quele partie qu'il li plect. Et por ce est il bon à le dame, se ele met les teres wides d'une part et les plaines d'autre, que ele face retenue que se li oir ou li executeur prennent les teres plaines, que se partie des muebles li soit sauvée, car se ele laissoit courre le partie sans fere retenue, ele n'aroit nul restor des teres plaines, porce qu'il sanlleroit que ele aroit tout avalué l'un contre l'autre (1). »

Quelle était la nature du droit de douaire ?

Jusqu'au XI^e siècle, le douaire constituait un droit de propriété. Mais les textes de Beaumanoir ayant trait au douaire des enfants, et que nous étudierons bientôt, nous montreront qu'il a changé de caractère au XIII^e siècle.

Le douaire est alors devenu un droit réel, se rapprochant beaucoup du droit d'usufruit : la douairière pouvait consentir des baux, dont la durée était limitée d'ailleurs à celle de sa vie ; elle avait le droit d'exploiter les bois par coupes réglées, de faire les récoltes, le tout à condition de jouir « en bon père de

(1) B. XIII, 24. — Les parties doivent se tenir compte des récoltes qui se trouvent sur les immeubles partagés.

famille » ; elle devait supporter les dépenses d'entretien et payer les redevances : « Feme qui tient maison en doaire, le doit aténir de couverture et de clôture soufisant. Se feme tient bos en douaire, elle ne le poet cauper devant que il ait sept ans tous acomplis. Se feme tient vignes en doaire, il convient qu'elle les maintiengne en tel maniere qu'eles ne soient essiliés. (1) »

Mais le douaire diffère de l'usufruit par certains côtés. Ainsi, il y a lieu, à l'ouverture du douaire, de rembourser les impenses de culture : « S'il avient que li mors muire avant que blé soient semé, mes les terres ont lor roiés ou aucunes de lor roiés, ou les vignes sont fouyés ou tailliés ou provigniés, mais les crapes n'i aparent pas encore ; en tel cas ne viennent pas les despueilles qui puis y sont mises en partie, mais li laborages tant solement de tans passés ; si comme se les gasquieres sont fetes au vivant du segneur et li doaires à le dame li est assis en terres wides ; se les gasquieres sont fetes du sien et du segneur, il est biens drois et resons que ce qui y fu mis de se partie, li soit rendu de cix qui emportent les gasquieres toutes fetes (2) ». De plus, la douairière ne recueille pas à l'ouverture du douaire, comme l'usufruitier, les récoltes mûres, mais elle les partage comme meubles

(1) B. XIII, 7.

(2) B. XIII, 23.

avec les héritiers du mari et les exécuteurs. C'est ce que nous dit Beaumanoir dans le passage suivant :

« Nus ne doit douter, quant mueble viennent en partie entre les dames veves et les hoirs et les executeurs de lor segneurs, et il y a blés semés ou tremois ou vignes fetes, dusqu'à tant que le nessance de le crape y apert, que tix despueilles ne vieignent à partie aussi comme li autre mueble, car che sont muebles, par le coustume de Biavoisis. Et des coz qui y sunt encore à metre avant c'on puist tix muebles lever, çascune partie y doit metre selonc le partie qu'il en doit porter des muebles, car ce ne seroit pas resons que li executeur feissent soier les blés ou vendengier les vignes au coust de l'execussion, des quix le dame emporteroit se part, et por ce y doit çascuns metre son avenant (1) ».

Le douaire s'éteignait par la mort de la veuve, dont les héritiers devaient restituer les biens aux nu-propriétaires. Les textes de Beaumanoir que nous venons de citer à propos des impenses sont conçus dans des termes assez généraux pour qu'on puisse les appliquer aussi bien à l'extinction qu'à l'ouverture du douaire. Nous pouvons donc en conclure que les héritiers de la veuve pouvaient aussi réclamer une indemnité, relativement aux impenses que la douai-

(1) B. XIII, 22.

rière avait faites. Beaumanoir ne nous dit pas que le douaire puisse s'éteindre d'une autre façon. Certes, il exige que la douairière jouisse « en bon père de famille », mais il est muet sur la sanction de sa négligence. Sera-t-elle alors privée de son douaire, comme dans les anciennes coutumes d'Anjou et du Maine. (1) Sera-t-elle seulement condamnée à des dommages-intérêts, comme le disent les Etablissements de Saint-Louis ? (2)

Rien dans les coutumes de Beauvoisis ne fait supposer que la femme ne puisse pas renoncer à son douaire pendant le mariage. La façon la plus absolue d'y renoncer n'est-elle pas, d'ailleurs, d'autoriser l'aliénation d'un immeuble du mari ? Il était nécessaire qu'elle eût cette liberté, pour que le mari pût avoir du crédit. Quelle confiance, en effet, les tiers auraient-ils pu avoir dans une aliénation faite à leur profit ; et que la femme eût pu faire résoudre à la mort du mari, sous prétexte que le bien vendu faisait partie de son douaire ? Il fallait donc que la femme, pour fortifier le crédit du mari, pût renoncer à son douaire. Mais elle pouvait aussi s'opposer à l'aliénation, qui ne devenait alors définitive qu'au cas de prédécès de la femme ; ou après sa mort, lorsque c'était le mari qui prédécédait : « S'il avient, dit en effet Beaumanoir, que uns hons vende son heri-

(1) T. I, page 520 : n° 217. T. III, page 377 : n° 248 et 251.

(2) Livre I. Ch. 18 et 19. Edition Viollet, pages 27 et 28.

tage au tans de se femme, et le feme ne veut renoncier à son doaire, li hons pot garantir le marcié au vivant de li malgré se feme ; et se le feme muert avant de l'home, il garantist à toz jors ; et se li hons muert avant, le feme emporte son doaire. Mais si tost qu'ele est morte, li heritages va à celi qui l'aceta, tout soit ce qu'ele ait enfans de celi qui le vendi. Et par ce apert il bien que li enfant ne sont pas ahérités par reson des doaires lor meres, selonc notre coustume. (1) » Ainsi les acheteurs des biens du mari étaient exposés à être privés de leur acquisition, pendant le temps du veuvage. On remédiait quelquefois à cet inconvénient, en constituant à l'épouse un douaire conventionnel, qui n'immobilisait que certains immeubles du mari, et laissait disponibles tous les autres, sur lesquels les tiers pouvaient faire avec ce dernier toutes les opérations possibles.

Au point de vue de la *compétence*, remarquons que les procès concernant les douaires ressortissaient, soit des justices ecclésiastiques, soit de la juridiction laïe, au choix de la veuve : « Li sisimes cas qui appartient à sainte Eglise, dit Beaumanoir, si est de femes veves ; et, tout en le maniere qu'il est dit dessus des croisiés, le feme veuve, el tans de se veveté, se justice par sainte Eglise. Neporquant, se li croisiés et

(1) B. XIII, 5.

le feme veve entrent en plet en cort laie, sainte Eglise nes'en doit meller, ains doit estre li ples determinés par laie justice. (1) »

Enfin comme les questions relatives au douaire avaient généralement besoin d'être rapidement tranchées, et qu'il était utile de ne pas laisser les veuves dans un « *statu quo* » toujours pénible pour elles et les héritiers du mari, Beaumanoir constate avec satisfaction que le *jour de vue* était admis dans ces causes : « En plet de douaire, écrit en effet le jurisconsulte de Clermont, n'a point de contremant ne de jor de conseil, mais il a jor de veue ; et porce que le feme ne soit damacié por le délai, li juges, si tost comme elle le requiert, doit penre en se main tout ce que ele demande par reson de doaire, et puis connoistre, en presence de partie, se ele y a doaire ou non. (2) »

II. Douaire des enfants.

Toutes les coutumes du XIII^e siècle n'accordent pas de douaire aux enfants. Mais celles du Beauvoisis, avec quelques autres l'admettent.

Le douaire des enfants et celui des femmes portent

(1) B. XI, 9.

(2) B. XIII, 3.

sur les mêmes biens. C'est, en somme, un seul et unique douaire, dont la femme a l'usufruit et les enfants la nue-proprieté. Ces derniers recueillent à la mort de leur père la nue-proprieté des biens sur lesquels porte le douaire de leur mère ; ils doivent donc laisser à celle-ci la jouissance de son douaire sa vie durant et ne recueillent le leur qu'après sa mort.

Nous avons vu, en étudiant le douaire des veuves, que Beaumanoir avait cherché à en restreindre les effets gênants à l'égard du mari. Le douaire des enfants les aurait encore accentués, si notre jurisconsulte n'y avait pris garde. Supposons, en effet, une aliénation d'un immeuble du mari ; si la femme renonce à son douaire sur cet immeuble, c'est déjà quelque chose ; mais le douaire des enfants ne permettrait pas aux tiers d'être complètement rassurés sur le sort de leur acquisition, si les enfants exigeaient, en prenant possession de leur douaire, à la mort de leur mère, que la vente fût résolue. Aussi Beaumanoir n'admet-il pas que les enfants aient plus de droits que leur mère, et il exprime cette idée de la manière suivante : « Se uns hons, par nostre coustume, a une feme de le quele il a enfans, et le mere muert, li hons ne laira pas por ses enfans, s'il li plect, à vendre son heritage, tout soit ce que le mere as enfans fust doée de le moitié ; car douaires, par nostre coustume, n'ahirete pas enfans en manière

que li peres n'en puisse fere se volenté de son heritage puis le mort de se feme (1). »

« S'il avient, ajoute le jurisconsulte de Clermont, que uns hons vende son heritage au tans de se feme, et le feme ne veut renoncier à son doaire, li hons pot garantir le marcié au vivant de li malgré se feme ; et se le feme muert avant de l'home, il garantist à toz jors ; et se li hons muert avant, le feme enporte son doaire. Mais si tost qu'ele est morte, li heritages va à celi qui l'aceta, tout soit ce qu'ele ait enfans de celi qui le vendi. Et par ce apert il bien que li enfant ne sont pas aherité par reson des douaires lor meres, selonc nostre coustumes (2) ». Preuve évidente que, si les enfans n'avaient jamais plus de droits que leur mère, il leur arrivait quelquefois d'en avoir moins, et de ne pouvoir faire résoudre une aliénation que leur mère pouvait, de son vivant, considérer comme nulle et non avenue.

Mais alors, à quoi servira le douaire des enfans ? N'est-ce pas pour eux un droit illusoire, puisque d'une part ils ne peuvent faire aucune objection à l'aliénation d'un immeuble propre à leur père ; et puisque, d'autre part, s'ils ne recueillent pas les biens paternels à titre de douaire, ils les recueilleront à titre de succession ? Le raisonnement est juste, quand la succession paternelle est bonne ; mais si elle est mau-

(1) B. XIII, 4.

(2) B. XIII, 5.

vaie, on aperçoit facilement l'utilité de l'institution qui nous occupe. Sans leur douaire, les enfants renonçants se verraient privés de tous droits dans la succession de leur père ; grâce à leur douaire, au contraire, ils peuvent renoncer, mais n'en gardent pas moins leur droit de douaire intact.

Malgré cet intérêt pratique, Beaumanoir ne semble pas voir le douaire des enfants d'un œil très favorable. Nous venons de voir qu'il ne donnait aux enfants jamais plus, quelquefois moins de droits qu'à leur mère. C'est une première restriction. La seconde consiste dans l'exclusion des fiefs. Les enfants, d'après les coutumes de Beauvoisis, n'ont droit au douaire de leur mère que lorsqu'il porte sur des héritages tenus en vilenage. C'est ce que dit Beaumanoir dans le passage suivant : « Che que noz avons dit par plusors resons, que douaires n'ahirete pas par le coustume de Biavoisis, noz l'entendons des heritages qui sont tenu en fief ; car li heritage qui sont tenu en vilenage se partissent selonc les douaires ; si comme s'il avient que uns hons ait eu trois femes et enfans de çascune feme, et après li peres muert : li enfant de le premiere feme emportent le moitié de tous les vilenages par le reson de ce que lor mere en fu douée ; et li enfant de la seconde feme emportent de l'autre moitié le moitié, c'est à entendre le quart de tout l'eritage, porce que de tant fut lor mere douée. Et li enfant de le tierce feme em-

portent de l'autre quart le moitié, c'est à entendre l'uistime de tout..... (1). »

Tels sont les caractères du douaire des enfants dans les Coutumes de Beauvoisis.

Pour clore cette étude sur le douaire, il nous reste à rechercher, s'il est possible de trouver, dans l'œuvre de Beaumanoir, quelques éclaircissements sur les origines du douaire.

Il faut malheureusement reconnaître que Beaumanoir est, à ce sujet, encore moins explicite qu'en ce qui concerne la puissance maritale et la communauté. Si notre jurisconsulte éclaire les origines de ces deux dernières institutions par quelques expressions saillantes, il n'emploie, pour le douaire, que des expressions vagues et incertaines, qui laissent le champ libre à toutes les conjectures (voir Beaumanoir, Chapitre XIII, paragraphe 1). Mais d'autres auteurs seront plus nets sur la question (Voir Livre de Jostice et de Plet, cité plus loin).

Une première opinion voit dans la *donation ante nuptias* des Romains une des institutions qui ont servi d'origine au douaire. Il nous semble, au contraire, qu'il n'existe entre la *donatio ante nuptias* et le douaire que des rapports très indirects. Certes la *donatio ante nuptias* était faite par le mari à sa fiancée, dans le but d'assurer à la femme devenue veuve des

(1) B. XIII, 18.

ressources plus grandes que celles qu'elle aurait pu trouver dans la restitution de sa dot ; certes aussi, la *donatio propter nuptias*, en laquelle se transforme au Bas-Empire la *donatio ante nuptias*, constituait pour la femme veuve un avantage qui aurait pu, au besoin, servir de très vague modèle à notre douaire coutumier. Mais si l'on remarque, d'une part, que la *donatio propter nuptias* suppose que la femme a apporté une dot à son mari et que sa quotité est la même que celle de la dot ; d'autre part, qu'il n'y avait aucun rapport entre la quotité du douaire et celle de la dot ; qu'au contraire, il était rare, dans notre très ancien droit français, que la femme apportât une dot en se mariant, et plus rare encore qu'elle n'eût pas de douaire, on se rend compte tout de suite que les influences romaines ont été faibles, pour ne pas dire nulles, sur la formation du douaire. C'est donc dans les institutions germaniques qu'il faut chercher la véritable origine de notre droit coutumier sur le douaire.

Chez les Germains, le mari constituait à sa femme une dot ; c'était le mari qui donnait la dot, à l'inverse du droit romain où il la recevait. En outre, le mari faisait à sa femme, le lendemain de son mariage, une autre donation qu'on appelait *morgengabe*, c'est-à-dire don du matin, et qui n'eut jamais, comme la dot, un caractère obligatoire.

Passons en revue très rapidement les principales

lois barbares, en ce qui concerne ces institutions.

La loi des Wisigoths (1) reproduit la règle du concile d'Arles : *ne sine dote conjugium fiat*.

La loi des Bavares (2) admet une dot variant avec la condition du mari.

Celle des Alamans (3) consacre une dot fixe et légale de quarante sous.

Mais, dans ces trois lois, il n'est pas question de gains de survie.

La loi des Burgondes parle du *pretium nuptiale* (4), appelé aussi *witte-mon*, et qui consistait en une donation, faite par le mari à la femme, pour lui prouver sa reconnaissance ; elle admet aussi le *morgengabe* (5) et des *gains de survie* (6).

Enfin la loi Ripuaire (7) subordonne les droits de la femme sur la dot légale, qui est de cinquante *solidi*, à sa survie ; et sous cette condition, elle acquiert encore d'autres avantages, le tiers des acquêts et son *morgengab* : « *Si autem per seriem scripturarum nihil contulerit (maritus), si virum supervivet, quinquagenta solidos in dotem recipiat, et tertiam partem de omni re quam simul collaboraverint sibi*

(1) III, 1, 9.

(2) VII, 14, 2.

(3) I. V, § 2.

(4) XII, 4.

(5) XLII, 2.

(6) XXIV.

(7) XXXVII, § 2.

studeat evindicare, vel quicquid ei in morgengabe traditum fuerat, similiter faciat. »

Le douaire au XIII^e siècle se ressent de toutes ces influences. A la dos, il emprunte son caractère obligatoire ; au morgengabe, la condition de cohabitation entre mari et femme exigée pour sa formation ; aux gains de survie, son caractère de droit d'usufruit.

Mais il est difficile d'indiquer, à travers les textes, les étapes de sa formation.

Cependant, il est très probable que la *dos* et le *morgengabe* ne tardèrent pas à se confondre, et qu'ils furent stipulés ensemble, avant le mariage, sous le porche de l'Eglise, devant le curé et les parents. De plus, les époux se faisaient, au cours du mariage, des donations réciproques qui devaient profiter au survivant, et comme, d'autre part, le mari, presque toujours plus âgé que sa femme et souvent voué au dangereux métier des armes, précédait, c'était la femme qui profitait en général des gains de survie. Dans les formules des chartes, on trouve d'ailleurs souvent ces mots : *Si tu mihi superstes fueris, si prius mortuus fuero*. Ces gains de survie formaient pour ainsi dire le complément de la dot, et on les appelait à cause de cela, *dotalitium*, *doarium*.

La dot se stipulait avant le mariage ; le *doarium*, pendant. Mais peu à peu, on rapprocha tellement l'époque de ces deux actes qu'ils finirent par ne faire

qu'un seul, auquel on donna le nom de *doarium*. Et le premier *doarium* présentant ce caractère nouveau et complet est celui conféré par Charlemagne à Hildegonde en 783.

C'est sous l'influence de l'Eglise que s'est opérée la fusion successive de tous ces avantages, donations, et gains de survie, enregistrés dans les lois barbares. Mais, en même temps que la fusion, il se produisit un changement de caractère et de physionomie, d'où est résulté le douaire tel qu'il est conçu par Beaumanoir. « Ce n'est plus, dit M. Lefebvre, en parlant de l'extension démesurée du douaire chez les Francs jusqu'au grand douaire légal de Philippe-Auguste, ce n'est plus là le présent nuptial des Germains, mais un douaire de devoir chrétien, solennellement promis ou rappelé aux portes de l'Eglise, où je vois une traduction de l'idée de dévouement et de sacrifice imposé au mari. Et d'ailleurs, quand les *libelli dotis* du moyen-âge nous le montrent ce *dotalitium* si constamment motivé « *pro amore, pro honore, pro dilectione* », n'est-ce pas l'écho même de saint Paul : « *Viri, diligite uxores vestras.* (1) »

Beaumanoir n'est-il pas inspiré des mêmes idées quand il dit : « Il est mestiers que lor femes qui demeurent esbahies et déconfortées soient gardées que force ne lor soit fete en ce qu'eles ont acquis par

(1) M. Charles Lefebvre, *op. cit.*, page 116.

le reson du mariage, après le décès de lor mari...? » Cependant, les termes de ce texte ne sont pas très clairs et l'auteur du Livre de Jostice et de Plet n'exprime-t-il pas mieux que Beaumanoir les raisons chrétiennes de dévouement et de sacrifice sur lesquelles est fondé le douaire, accordé à la femme «... por ce qu'ele est sèvre au seignor et par ce qu'ele a dolor d'enfantement plus que sire n'a. » (Livre de Justice et de Plet, page 219.)

« Bien plus tard seulement, dit encore M. Lefebvre, nos jurisconsultes imagineront de dire que le douaire est fondé sur l'utilité de compenser pour les femmes leurs exclusions successorales, ou de leur garder, comme veuves, même rang social et dignité. Mais quand il ne sera plus compris et expliqué que par ce genre de considérations, ce douaire légal, si inconnu des Romains, si manifestement chevaleresque et chrétien, sera critiqué et tombera (1). »

Il ne faut pas oublier non plus que l'hypothèque légale de la femme mariée n'existait pas au temps de Beaumanoir et que son apparition contribuera à la suppression du douaire.

(1) M. Charles Lefebvre, *op. cit.*, page 119, note 1.

CHAPITRE VI

DONS ET LEGS ENTRE ÉPOUX DANS BEAUMANOIR

Beaumanoir autorise les donations entre époux. C'est, du moins, la seule conclusion plausible qu'on puisse tirer de son silence.

Dans son chapitre LXXVII en effet, il examine ce qu'il appelle les *dons outrageux*, c'est-à-dire les donations prohibées, et il n'y dit nulle part que les libéralités entre vifs soient interdites entre mari et femme.

D'autre part, au paragraphe quatrième du chapitre XII, il dit positivement que le mari peut laisser à sa femme, et la femme à son mari : « Il est coutume bien aprovée, dit Beaumanoir, que li hons toutes ces cozes dessus dites pot lessier à se feme ou le feme à son segnour... (1). » Certains auteurs pré-

(1) B. XII, 4.

tendent, il est vrai, que ce texte, se trouvant au chapitre *des testaments*, ne concerne que les dispositions à cause de mort et qu'il faut en conclure *a contrario* que les donations entre vifs étaient interdites entre époux par Beaumanoir.

Ce raisonnement nous semble faux pour deux raisons : d'abord, parce qu'il n'est pas permis de raisonner *a contrario* d'un cas particulier à un autre cas particulier, et ensuite parce que la conclusion à laquelle il conduit ne correspond en aucune façon à l'état des mœurs et des institutions juridiques du XIII^e siècle. A cette époque, en effet, la donation entre vifs était vue, d'une manière générale, avec plus de faveur que le testament qui n'était guère employé que pour les legs pieux (1) ; et, puisque Beaumanoir admet sans restriction les testaments entre conjoints, *a fortiori* doit-il approuver les dons entre époux.

Au temps de Beaumanoir, (et nous ne nous laissons pas de revenir sur cette idée féconde), la condition des femmes, sous l'influence de l'Eglise, était devenue meilleure, et les rigueurs dont elle avait été l'objet, de la part des jurisconsultes romains, avaient paru excessives.

Nous sommes loin des conceptions de la civilisation romaine, où la prohibition des donations entre

(1) B. XII, 58.

époux concerne le mari aussi bien que la femme et où la défiance semble régler leurs rapports ; loin aussi des lois barbares, qui ne s'occupent que très rarement des donations du mari à la femme, et jamais des donations de la femme au mari, dans la crainte sans doute que celui-ci abusât de son autorité. La confiance la plus large règne entre conjoints.

Le jurisconsulte de Clermont ne prohibe donc aucune donation entre époux. Il considère que la femme est suffisamment protégée contre les abus d'autorité de son mari par les actions de dol et de violence (1) : « Mais se le feme feroit tix lais en se plaine santé à son segneur, par force ou par maneces, et il estoit bien prové des oirs à le feme, cis lais seroit de nule valeur (2). »

De plus, nous sommes au XIII^e siècle, en pleine influence chrétienne ; c'est la confiance qui règne entre époux, et les jurisconsultes de cette époque sont imbus de cette idée : « Ils répéteront, d'après saint Paul, dit M. Lefebvre, que le devoir chrétien des époux, c'est l'*amour conjugal et mutuel*. N'est-ce pas la parole juste et naturelle pour qui veut concevoir et exprimer clairement une direction morale du mariage ? Eh bien ! Dans l'ordre du droit positif, elle s'est réalisée jadis par le *don mutuel*, que la société chrétienne (gallo-romaine et franque) eut de

(1) B. XXXIV, 26 et 40.

(2) B. XII, 4.

bonne heure tendance à connaître, et qui commence à être formellement consacré (fin du VI^e siècle) dans la loi ripuaire. Ce don mutuel, inconnu aux conceptions classiques de Rome, deviendra, dans notre coutume française, la vraie donation conjugale, réciproque, égale, irrévocable ; donc, avant tout, loyale et franche entre époux. Il me paraît certain qu'elle s'est surtout développée sous cette inspiration, que c'est un devoir chrétien, après s'être aimés et dévoués l'un à l'autre, d'en laisser le témoignage à celui qui doit survivre. Au surplus, reportez-vous à la formule 12, Lib. 1, de Marculf (formule du don mutuel), et vous verrez que c'est précisément celle qui nous montre, la première, le texte fondamental de la Genèse, donné comme inspiration même de l'acte, et placé dans la bouche du roi de France, qui est censé le consacrer (1) ».

Les coutumes de Beauvoisis se sont inspirées de ces principes. Liberté complète de libéralités entre époux ; don mutuel, c'est-à-dire donation conjugale, réciproque, irrévocable, en toute propriété ou en usufruit, portant sur toutes sortes de biens, quel que soit le nombre des enfants, et quelle que soit la différence de richesse et de condition des époux ; donations anténuptiales, donations à cause de mort ; legs, testament de l'un en faveur de l'autre, tel était

(1) LEFEBVRE, *op. cit.*, page 117.

le régime libéral qui régnait entre époux. Tout était en commun, leur travail, leurs biens, leurs vies et leurs cœurs. « *Et erunt duo in carne una.* »

Ainsi, Beaumanoir fait, ici comme partout ailleurs, preuve de l'esprit le plus large et le plus éclairé. Non content d'autoriser le don mutuel comme la plupart des coutumes du temps, il autorise par son silence les libéralités unilatérales d'un époux à l'autre. Tandis que les Etablissements de saint Louis, les anciennes coutumes du Maine et de l'Anjou, défendent à la femme de donner à son mari, Beaumanoir, s'élevant au-dessus de ces considérations mesquines, se rend compte que la liberté la plus grande entre époux chrétiens est encore la meilleure garantie de l'harmonie du ménage.

CHAPITRE VII

QUELQUES IDÉES DE BEAUMANOIR SUR LE DROIT DES GENS MARIÉS, COMPARÉES A CELLES DU CODE CIVIL.

Dans tout ce qui précède, nous avons étudié le régime matrimonial dans Beaumanoir, sans chercher à faire une comparaison entre les idées de ce grand jurisconsulte et nos idées actuelles, sans chercher à critiquer ou à approuver les unes ou les autres.

Mais, comme nous l'avons déjà dit, l'étude d'une époque lointaine, si passionnante qu'elle puisse être au point de vue historique et rétrospectif, et malgré l'attrait que présente la connaissance exacte et précise d'une civilisation, de mœurs et de coutumes différentes des nôtres, n'est pas complète, si l'on ne profite des documents compulsés, des vieilles idées remuées et remises au jour, pour les animer au choc des

théories modernes ; et de ce choc souvent jaillira la lumière.

Aussi nous proposons-nous, dans la dernière partie de cette étude, de comparer certaines solutions de Beaumanoir avec les solutions correspondantes actuelles. Nous constaterons, à la honte du législateur de 1804, que le jurisconsulte de Clermont a émis sur le droit des gens mariés des idées plus nettes et plus homogènes que celles de notre Code civil ; nous verrons, en revanche, que la plupart des modifications apportées par les lois postérieures au Code civil ont été faites dans le sens des principes qui avaient guidé Beaumanoir. Il faut souhaiter revenir aux conceptions de l'auteur des Coutumes du Beauvoisis. Nous aurions alors, sauf un assez grand nombre de modifications nécessitées par l'affinement de nos mœurs, un droit matrimonial moins disparate et plus harmonieux.

Ce retour vers le droit de Beaumanoir n'a pas été particulier à la France, qui a été précédée par certaines législations étrangères ; il s'est affirmé d'une façon nette dans les nouveaux codes civils italien, portugais et espagnols, dont nous dirons quelques mots.

Nous étudierons très brièvement l'évolution de la puissance maritale et de la communauté, puis celle du douaire, depuis le XIII^e siècle jusqu'à nos jours.

Et d'abord, exposons brièvement la transforma-

tion de la théorie de l'autorité maritale et du rôle de la femme dans l'administration de la communauté.

*
* *

Dès le XIV^e siècle, sous l'influence du droit romain que tous les jurisconsultes étudiaient et d'où ils tiraient des inspirations assez souvent malheureuses, le rôle, que Beaumanoir donnait à la femme dans la direction du ménage, sembla trop considérable, et les idées romaines sur l'incapacité de la femme, la *fragilitas sexus*, imprimèrent une nouvelle et fausse direction à la théorie de l'autorité maritale. Alors que Beaumanoir, avec sa logique habituelle, laissait pleins pouvoirs à la femme, lorsque le mari absent, fou ou malade n'était plus capable de tenir le premier rang dans la maison, et affranchissait l'épouse de tout contrôle gênant et inutile, on voit apparaître, au XIV^e siècle, l'autorisation supplétive de justice qui, rare d'abord, devint de plus en plus fréquente, puis générale. Certes, il faut reconnaître, une fois pour toutes, qu'elle était nécessaire pour briser le refus injustifié d'un mari rebelle ; mais, en dehors de cet avantage, voit-on dans cette intervention du juge autre chose que des inconvénients ? Nous n'avons que faire du principe sur lequel est basée cette théorie nouvelle de l'autorisation supplétive de justice, et qui veut imposer à la femme, envers et contre tous, une

protection, dont elle peut très bien se passer. S'il lui manque la protection naturelle du mari, est-il raisonnable de lui imposer dans tous les cas, la protection artificielle de la justice ? De quel secours lui sera, la plupart du temps, l'intervention souvent aveugle du juge ? N'est-il pas bien plus simple de la laisser agir seule, comme le voulait Beaumanoir ? La femme n'est pas un être si faible, qu'il faille lui imposer un contrôle de tous les instants sur les actes juridiques qu'elle est obligée d'accomplir. Le principe de l'autorité maritale n'est-il pas basé sur une idée de puissance et de direction uniques comme le voulaient, après Beaumanoir, Guy Coquille, Loysel et Pothier, plutôt que sur une idée de protection et d'incapacité ainsi que le prétendait Lebrun (*De la Communauté*, t. II, ch. I, § I, n° 1).

Tandis que, dans Beaumanoir, les effets de l'autorisation n'étaient susceptibles d'aucune difficulté, d'aucune controverse, puisque, de deux choses l'une, ou le mari avait autorisé sa femme et alors, tout se passait comme s'il avait accompli lui-même l'acte juridique, ou le mari avait refusé son autorisation et l'acte était nul et non avenu, nous nous trouvons un siècle après l'apparition des coutumes du Beauvoisis en pleine confusion de systèmes. C'est désormais la route ouverte à toutes les controverses. Quels seront les effets d'un acte juridique pour l'accomplissement duquel la femme aura dû avoir recours à l'au-

torisation supplétive de justice ? Faut-il admettre avec Guy Coquille (1), Loysel (2), Bourjon (3), Dunod (4), et Potier (5) que le créancier ne peut se faire payer sur les biens de la communauté, tant qu'elle subsiste, puisque le mari, n'ayant pas approuvé l'obligation, peut s'opposer au paiement que le créancier exige durant la communauté ? Faut-il au contraire soutenir avec Loyseau (6) que l'acte accompli par la femme avec l'autorisation de justice, engage non seulement les biens communs, mais encore ceux du mari, parce que, autrement, c'eût été priver la femme de son crédit, et en même temps nuire aux tiers en leur refusant un gage suffisant ?

C'est encore, après Beaumanoir, la confusion, sur la question de savoir, comment sera sanctionné le défaut d'autorisation ? Est-ce le mari seul ; est-ce le mari et la femme qui peuvent demander la nullité ? ou bien cette nullité est-elle absolue, et par conséquent opposable par toute personne intéressée ? Le jurisconsulte de Clermont admettait que le mari seul pouvait se prévaloir du défaut d'autorisation, puisque cette auto-

(1) GUY COQUILLE. Institution, Des Droits de Mariez, page 62, Edition de 1703.

(2) LOYSEL. Inst. coutumières. Liv. I. Tome II, n° XXII.

(3) BOURJON. Droit commun de France. Section IV, n° XXII.

(4) DUNOD. Observations sur la Coutume du Comté de Bourgogne, page 15.

(5) POTHIER. Traité de la Puissance du Mari. 1^{re} partie. Section 1, § 3.

(6) LOYSEAU. Traité du Déguerpissement. Livre II. Chapitre IV, n° 17.

risation n'avait d'autre fondement que sa puissance, et qu'il n'était pas encore question de protéger la femme. C'était là une solution simple, logique et exempte de toute difficulté. Mais, après Beaumanoir, quel enchevêtrement de systèmes divers ? Il n'y a que Guy Coquille qui admette et comprenne la théorie de Beaumanoir : « Toutefois il me semble, dit-il, que la nullité n'est pas précise, mais causative, en tant qu'elle touche à l'intérêt du mari, car la personne de la femme est libre, et si elle n'était mariée, et fût en âge compétent pour contracter, nul ne douterait qu'elle peut valablement contracter et s'obliger. Si ce n'est en minorité ou en mariage, les femmes au fait des contrats sont en liberté comme les hommes. C'est donc la puissance du mari qui les empêche de contracter. Cette puissance n'est pas empêchement essentiel et en la même personne de la femme ; mais en dehors et par accident. La femme donc en soi est habile à contracter et, l'accident qui l'empêche étant ôté, son obligation qui a pris source de sa volonté en laquelle elle était libre, reprend sa vigueur qui était absorbée et couverte par la puissance de son mari. (1) »

Mais Du Moulin enseigne, d'autre part, qu'après le décès du mari, la femme aussi bien que lui, a le droit de réclamer la nullité. De Thou, président du Parlement, fait admettre la même théorie dans la cou-

(1) GUY COQUILLE. Questions et réponses.

tume de Paris (1), ainsi que dans les coutumes environnantes. (2)

Une troisième opinion, plus radicale que la précédente se fit jour avec Bouhier (3) et Dunod (4), partisans de la nullité absolue. Cette doctrine, basée sur des considérations d'ordre public, était plus logique que celle de Du Moulin, qui, tout en admettant que la nullité était absolue, ne voulait pas qu'elle se retournât contre la femme et en faisait du même coup une nullité relative. La théorie de Bouhier, qui méconnaissait comme celle de Du Moulin le fondement si exact donné par Beaumanoir à l'autorité maritale, et qui ne présentait d'ailleurs aucun avantage pratique fut cependant acceptée par Pothier (5) et par Renusson (6).

Ainsi dévièrent, petit à petit, les claires idées de Beaumanoir, sous l'influence des idées romaines sur l'incapacité de la femme, dont les jurisconsultes les plus intelligents étaient imbus à un tel point, qu'ils finirent par exiger une autorisation formaliste et sacramentelle : plagiat appliqué bien mal à propos de l'*auctoritas tutoris* du droit romain. Tiraqueau (7),

(1) Article 223.

(2) Coutumes d'Etampes (1556) : art. 92. — Coutumes de Dourdan (1558), art. 80. — Coutumes de Montfort l'Amaury (1556), art. 131.

(3) Commentaire sur la coutume du duché de Bourgogne, ch. XIX.

(4) DUNOD. *Loc. cit.*

(5) POTHIER. *Traité de la Puissance du Mari*. Section I, page I.

(6) RENUSSON. *Traité de la communauté*.

(7) TIRAQUEAU. *De legibus connub.* Part. 3, gl. 7, nomb. 3.

Lebrun (1), Pothier (2) lui-même, enseignent cette règle aussi gênante qu'inutile, et qu'ont heureusement supprimée les rédacteurs du Code Civil.

Le législateur de 1804 a-t-il pris parti sur toutes ces questions ? Hélas non. Il a édifié une théorie de la puissance maritale dont la base est incertaine et imprécise, une théorie éclectique, qui emprunte ses conceptions sur le rôle de la femme dans la communauté tout à la fois aux coutumes de Beauvoisis et au droit romain, et qui ne satisfait pas l'esprit.

C'est en vain que, pendant la période révolutionnaire des esprits éclairés, et, au surplus, quelque peu utopistes, plaidèrent l'égalité des deux sexes dans le mariage (3). C'est en vain qu'à l'Assemblée nationale les femmes présentèrent une requête, pour défendre leurs droits méconnus ; c'est en vain que la Convention pensa un instant à supprimer la puissance maritale et que Cambacerès se montra, en premier lieu, partisan de l'administration commune de la communauté par le mari et la femme ; des voix contraires s'élevèrent, comme celles de Mirabeau et Robespierre, et ceux même qui avaient été les défenseurs des droits des femmes devinrent plus tard leurs adversaires : Cambacerès, par exemple, abandonnant son premier projet de l'administration commune du

(1) LEBRUN. *Traité de la Communauté*. Livre II, ch. I, § 15.

(2) POTHIER. *Traité de la Puissance maritale*, n° 68.

(3) CONDORCET. *Œuvres*, t. X, p. 121.

ménage par les deux époux, fit admettre en dernier lieu l'administration par le mari seul (1).

Il est vrai que les exagérations de certaines femmes pendant la période révolutionnaire, et le triste rôle qu'y jouèrent les clubs féminins, refroidirent bien vite le zèle de ceux qui avaient mis le plus d'ardeur à leur défense ; toujours est-il que Bonaparte fut très dur pour les femmes, et qu'il trouva dans la cohorte des jurisconsultes qui l'entouraient, tout imbus des idées romaines, d'utiles alliés et d'ardents détracteurs de l'émancipation féminine.

Quoi qu'il en soit, en 1804, les deux institutions de la communauté et de la puissance maritale étaient restées telles à peu près que l'ancien régime les avait établies (2).

Le code s'inspire, il est vrai, des principes égaux de la Révolution française, et considère bien le sexe féminin comme jouissant de la plupart des droits concédés aux hommes. Mais, dès qu'il s'agit de mettre cette théorie en pratique et de l'appliquer à la femme mariée, il fait fausse route, et donne des solutions contradictoires et quelquefois incohérentes.

Au lieu de s'inspirer uniquement des idées si claires de Beaumanoir, de prendre pour base de la puissance maritale la nécessité d'une direction dans le

(1) FENET, I, p. 227.

(2) Nous supposons connus les principes du Code civil, dont l'étude ne rentre pas dans notre sujet.

ménage, et d'édifier sur cette base des constructions juridiques solides et harmonieuses, les rédacteurs du code sont tombés dans les mêmes erreurs que les Romanistes à outrance du XVI^e siècle, dont nous avons blâmé les idées préconçues sur l'incapacité de la femme. — Si seulement, comme ces derniers, ils avaient déclaré la femme incapable et avaient tiré les conséquences logiques, mais dures et injustes de cette incapacité, on n'aurait eu à leur reprocher que la fausseté de leur point de départ. Mais déclarer la femme mariée capable, et la traiter le plus souvent comme une incapable ne sachant pas se passer de la protection artificielle de la justice, c'est aller contre le bon sens, et admettre dans le droit le régime du bon plaisir.

Les Rédacteurs du Code n'ont pas compris, comme Beaumanoir, que la communauté doit être une véritable association, où chacun des époux possède, en principe, des droits absolument égaux, mais où chacun d'eux a des attributions différentes ; que le mari doit avoir la prépondérance, parce que une association a besoin d'un chef, et non pas parce que la femme mariée est incapable ; que si le mari est, en général, le plus expérimenté, le mieux doué pour les affaires, la femme ne doit pas être comptée pour rien dans la maison, qu'elle y a, au contraire, une place importante et une influence considérable, quoique souvent indirecte, et qu'elle peut être amenée, par la

force des choses, à conduire une barque que le mari gouverne d'ordinaire ; que, dans tous les cas, son économie et son ordre doivent contribuer à conserver les biens, que le mari a acquis par son travail.

Alors que les idées mises en honneur par la Révolution auraient dû faire rayer de notre Code toutes les institutions ayant leur raison d'être dans l'idée d'incapacité et d'infériorité de la femme, nous allons voir, au contraire, en passant en revue certaines dispositions de notre code civil, que le législateur de 1804 a forgé une théorie hétérogène, sans unité et sans harmonie sur la puissance maritale.

Non content de se faire l'écho des jurisconsultes romanistes qui avaient mis en honneur l'autorisation supplétive de justice, le code civil l'admit dans un cas où les partisans les plus résolus de l'incapacité de la femme mariée la trouvaient inutile. Nous voulons parler du cas relatif au mari mineur. En effet, depuis Beaumanoir jusqu'à et y compris Pothier, un acte juridique de la femme accompli avec l'autorisation du mari même mineur, n'était pas susceptible de *restitutio in integrum*, au point de vue de la validité de l'autorisation elle-même ; en d'autres termes, si l'autorisation avait été donnée par le mari, elle était parfaitement valable, quel que soit l'âge de ce dernier ; et si l'acte était quelquefois attaqué, ce n'était pas parce que, le mari étant mineur, ne pouvait pas autoriser sa femme comme tel, mais parce que sa

minorité rendait ses actes juridiques susceptibles de rescision. Aussi bien, lorsque l'autorisation donnée par le mari mineur n'était pas attaquée, elle était définitive. Le code civil n'a pas admis cette solution, et quand bien même l'autorisation du mari mineur aurait donné naissance à une opération avantageuse pour la communauté, le mari, ou la femme, l'acte était vicié dès sa naissance. A quoi attribuer cette disposition de notre code, sinon à cette idée que la femme a besoin de protection, et qu'elle ne peut pas être valablement protégée par un mari qui en est susceptible lui-même? La protection d'un incapable, d'un mineur, ne mérite pas ce nom ; il est nécessaire d'avoir recours à un contrôle plus éclairé et plus sévère, celui du juge.

L'exemple qui précède met admirablement en évidence le point faible de la théorie du code. En voici un autre qui n'est pas moins probant. Nous avons vu de quelle façon Beaumanoir entendait l'autorisation. Non seulement il ne l'exigeait pas expresse, mais encore il l'admettait tout à la fois générale et tacite dans la plus large mesure. « *Qui ne dit rien, consent* », telle est la formule en laquelle il nous a semblé qu'on pouvait résumer les idées de Beaumanoir sur cette question. Le Code civil, au contraire, sans exiger, comme quelques jurisconsultes postérieurs à Beaumanoir, l'autorisation sacramentelle et formaliste, analogue à *l'auctoritas* du tuteur romain,

exige néanmoins le concours du mari dans l'acte et son consentement par écrit (1). Qu'est-ce à dire sinon que l'autorisation doit être spéciale ? Ne retrouvons-nous pas ici encore l'influence évidente et néfaste du droit romain ? Désormais la femme a les mains liées, et toute initiative lui est interdite, sans le contrôle de tous les instants du mari, ou, à son défaut, de la justice.

Il est vrai qu'aux termes de l'article 223 une autorisation générale, contenue dans le contrat de mariage, est suffisante pour permettre à la femme les actes d'administration ; il est vrai aussi que, dans les articles 220 du Code civil et 5 du Code de commerce, la loi s'est contentée pour la femme marchande publique d'une autorisation générale du mari. Malgré tout, nous sommes loin de cette autorisation générale étendue à tous les actes, et possible au temps de Beaumanoir ; et, d'autre part, nous sommes, dans l'état actuel de la législation, obligés de faire intervenir, pour expliquer l'exception relative à la femme commerçante, l'hypothèse d'un mandat tacite ou d'un mandat légal.

Pourquoi, en outre, l'action en nullité de l'article 225 du Code civil, accordée au cas de défaut d'autorisation du mari, l'est-elle non seulement au mari, mais encore à la femme et à ses héritiers ? Ne vaut-

(1) Articles 217 et 219 du Code Civil.

il pas mieux l'accorder au mari seul (1), afin de ne pas sacrifier les tiers, qui, sous notre législation actuelle, ne sont jamais sûrs d'obtenir, même après la dissolution du mariage, l'exécution des engagements que la femme mariée a contractés avec eux sans autorisation ?

Certes, rien n'est plus désirable que l'autorisation de justice, pour briser la résistance injustifiée du mari, et cette excellente mesure est peut-être la seule que notre Code civil puisse envier à Beaumanoir. Encore est-elle gâtée par les résultats pratiques peu satisfaisants auxquels elle aboutit, car il faudrait que, de cette autorisation auxiliaire, naquît pour la femme la possibilité d'engager, non seulement, comme maintenant, la nue-propriété, mais encore la toute propriété de ses biens personnels ; et puisque l'on reconnaît que le juge doit faire ici l'office du mari, nous voudrions que son intervention fût tout aussi efficace, et que les créanciers de la femme ne dussent pas attendre, pour se faire payer, la liquidation de la communauté (2) ?

Nous avons ainsi brièvement indiqué les lacunes et les défauts du Code civil. Des lois postérieures sont venues corriger ceux-ci et combler celles-là, mais incomplètement encore. Nous en dirons quelques mots plus tard. Mais, auparavant, il nous semble

(1) Comme dans Beaumanoir.

(2) Articles 221, 222, 224, 1427 du Code Civil.

nécessaire de rechercher dans les législations étrangères, et, en particulier, dans les législations italienne, portugaise et espagnole toutes les dispositions qui se sont inspirées de l'œuvre de Beaumanoir.

Le nouveau code civil italien semble avoir pris pour modèle les coutumes de Beauvoisis, tant il s'en rapproche. Sa théorie sur l'autorité du mari n'en diffère que par quelques points de détail. Dans cette législation, la femme mariée est dispensée d'autorisation : 1° quand le mari est mineur (1), interdit, absent ou condamné à plus d'un an de prison ; 2° en cas de séparation de corps prononcée au profit de la femme ; 3° lorsque la femme fait le commerce (2). En d'autres termes, il n'est plus ici question de l'incapacité de la femme qui reprend tous ses droits, dès qu'il n'est plus possible au mari de s'occuper de l'administration de la communauté, ou dès qu'il devient incapable ou indigne d'autoriser sa femme. Comme dans Beaumanoir aussi, la femme peut recevoir de son mari une autorisation générale, qui vaudra non seulement pour les faits d'administration, mais encore pour les actes d'aliénation. Mais ici, le nouveau Code civil italien, moins large que les Coutumes de Beau-

(1) Au temps de Beaumanoir le mari mineur autorisait sa femme.

(2) Art. 135 : « L'autorisation du mari n'est pas nécessaire : 1° s'il est mineur, interdit, absent, ou condamné à plus d'un an de prison, pendant la durée de sa peine ; 2° si la femme est légalement séparée par la faute du mari ; 3° si la femme exerce un commerce.

voisis, exige que cette autorisation générale soit donnée par acte public, tandis que, dans Beaumanoir, elle pouvait être tacite. Dans trois cas seulement, le code italien a recours à la protection du juge : c'est lorsque le mari refuse son autorisation, lorsqu'il y a opposition d'intérêts entre les époux et en cas de séparation de biens (1) : s'écartant, ici encore, de notre code civil, qui abandonne la femme à elle-même dans le second cas, et n'admettant l'autorisation de justice que lorsqu'il est impossible de s'en passer.

Le code italien a été suivi dans cette voie par les codes portugais (2) et espagnol (3), qui reproduisent à peu près les mêmes dispositions, et qui, tout en conservant l'autorité maritale, si fortement ancrée chez les peuples d'origine latine, savent cependant

(1) Art. 136 : « Quand le mari refuse l'autorisation à la femme ou quand il s'agit d'un cas dans lequel il y a opposition d'intérêts, ou bien si la femme est légalement séparée par sa faute propre, soit par la sienne et celle du mari, soit par un mutuel consentement, l'autorisation du tribunal civil est nécessaire. »

Il s'en est cependant fallu de peu que l'autorité maritale disparût complètement en Italie. Car, au moment de la préparation du nouveau code, M. Miglietti avait proposé sa suppression pure et simple, ce qui aurait eu pour conséquence de rendre la femme entièrement libre, et lui aurait permis de contracter à sa guise des engagements quelconques et d'aliéner ses biens. Des considérations d'ordre public présentées par M. Nucolosi, et les protestations de M. Buniva la firent maintenir, mais restreinte comme nous l'avons vu.

(2) *Code civil Portugais*. Articles 1108, 1113, 1116, 1117 et 1119. La communauté portugaise a de singulières analogies avec celle de Beaumanoir.

(3) *Code civil Espagnol* du 24 juillet 1889.

Voir les articles 59, 60, 61, 62, 65, 220, 225, 1387, 1416 et 1441.

lui donner une base logique, et la restreindre dans de justes limites. Aussi bien, l'influence chrétienne est encore trop vivante chez les peuples latins pour qu'une tentative de suppression de l'autorité maritale ait quelque chance de réussir, comme chez les peuples anglo-saxons (1).

En résumé, nous constatons dans les nouvelles législations italienne, portugaise et espagnole un heureux retour vers les conceptions de Beaumanoir. La France se mettra-t-elle à l'unisson ? Nous l'espérons et cette espérance a une raison d'être : car on peut constater, dans les lois postérieures à notre

(1) En *Angleterre*, par exemple, l'absorption complète, dans l'ancien droit, de la personnalité de la femme par celle du mari, et appelée si justement le système de « couverture », a amené la réaction en sens contraire. La loi du 1^{er} janvier 1883 rend la femme indépendante de son mari dans la plus large mesure.

Les *Etats-Unis d'Amérique* ont suivi le même mouvement.

La *Belgique* est trop française, juridiquement parlant, pour que le projet de M. Laurent y obtienne gain de cause. Ce jurisconsulte, s'appuyant sur ce fait que la civilisation et les mœurs actuelles ont égalisé la culture intellectuelle et morale de l'homme et de la femme, voudrait que la communauté fût administrée par les deux époux conjointement ; que la femme seule fût chargée des actes d'administration simple et quotidienne, et que le concours du mari ne fût exigé que pour les actes d'administration définitive et d'aliénation ; que, bien entendu, l'un des conjoints pût administrer seul, en cas d'absence ou d'interdiction de l'autre ; qu'enfin le désaccord des époux fût soumis à l'appréciation du tribunal. Ce projet anéantit l'autorité du mari.

Plus sage a été le *Code civil Allemand de 1900*, en conservant le principe de la puissance maritale. Il consacre comme régime légal le régime sans communauté, où le mari a l'administration et la jouissance des deux patrimoines qui restent propres aux époux. La femme n'y est frappée d'aucune incapacité pendant le mariage ; elle dirige le ménage et peut contracter des obligations, sauf au mari à en appeler au *tribunal de tutelle*.

Code civil, une tendance bien nette vers la même réaction (1).

Peut-être verrons-nous, un jour, grâce à l'impulsion déjà donnée, la femme séparée de biens acqué-

(1) Sans parler des lois qui, depuis vingt ans, ont rehaussé la condition politique et sociale de la femme, et entre autres : 1° de la loi du 27 février 1880, qui admit les femmes au conseil supérieur de l'instruction publique ; 2° de la loi du 21 décembre 1880, qui leur ouvrit les portes de l'instruction secondaire ; 3° de celle du 27 juillet 1884 sur le divorce, qui assimila, quant à ses effets juridiques, l'adultère de l'homme et celui de la femme ; 4° enfin de celle du 29 novembre 1897, permettant aux femmes majeures et maîtresses de leurs droits civiques, d'être témoins dans les actes instrumentaires et les actes de l'état civil ; — En passant aussi, pour le moment, sous silence, la loi du 9 mars 1891 sur les droits du conjoint survivant, et dont nous dirons quelques mots à propos de la suppression du douaire, — nous avons hâte d'arriver aux lois qui ont amélioré la condition juridique de la femme mariée.

La loi du 9 avril 1881 sur les Caisses d'Epargne postale, contient dans son article 6, *in fine*, la disposition suivante : « Les femmes mariées, quel que soit le régime de leur contrat de mariage, seront admises à se faire ouvrir des livrets sans l'assistance de leurs maris ; elles pourront retirer, sans cette assistance, les sommes inscrites aux livrets ainsi ouverts, sauf opposition de la part de leurs maris. » Il en résulte pour la femme mariée le droit de verser à la Caisse d'Epargne postale des sommes qu'elle peut retirer seule, sauf opposition du mari.

Malgré les critiques que cette disposition avait suscitées de la part d'esprits timorés qui s'attachent à la lettre du Code, et qui prétendent que retirer au mari une partie de l'administration de la communauté pour la donner à la femme, c'est renverser les principes fondamentaux du Code Civil et déposer un ferment de discorde dans le ménage, il nous semble que cette disposition doit être approuvée. D'abord, est-elle tellement en désaccord avec les principes du Code, et ne peut-on pas avoir recours, pour la justifier, à l'hypothèse d'un mandat tacite, de la part du mari, ou plutôt d'un mandat légal ? (Cours de M. Saleilles 1899-1900). Aussi bien, l'autorité du mari est respectée, puisqu'il peut faire opposition. A la vérité ce droit d'opposition est à peu près illusoire, puisqu'il faudrait qu'elle eût lieu dans toutes les Caisses d'Epargne postales de France ; mais, après tout, le mal n'est pas grand, si l'opposition n'a pas d'effets : car il n'est ici question que de sommes inférieures

rir son indépendance, et obtiendrons-nous, en ce qui concerne l'autorisation maritale et le rôle de la femme dans la ménage, une législation aussi nette, aussi logique que celle de Beaumanoir, et mise, ainsi que

à 1500 francs, et, en général, cette opposition est faite par un mari vicieux et dépensier, à l'encontre d'une femme rangée, travailleuse et économe.

Nous approuverons donc cette loi, comme nous approuvons celle du 20 juillet 1886, relative à la Caisse nationale de retraite pour la vieillesse, qui contient la disposition analogue suivante « Article 13 : « Les femmes mariées, quel que soit le régime de leur contrat de mariage, sont admises à faire des versements sans l'assistance du mari. »

La loi du 6 février 1893, qui accorde à la femme séparée de corps la liberté absolue dans la gestion de son patrimoine, a obtenu les suffrages du plus grand nombre, quoi qu'il soit difficile de la mettre d'accord avec les principes directeurs, dans le Code Civil, de l'autorité maritale. Il faut, en effet, abandonner, avec cette loi nouvelle toute idée de *fragilitas sexus* et de *levitas animi*, et revenir aux saines idées de Beaumanoir. D'après cette loi, la femme séparée de corps devient entièrement indépendante de son mari, alors qu'auparavant elle devait obtenir l'autorisation de ce dernier, ou à son défaut, celle de la justice, pour tous les actes autres que ceux relatifs à l'administration de ses biens ; elle a dorénavant toute liberté d'action, comme la fille, comme la veuve.

Nous voici donc revenus, dans ce cas particulier de la femme séparée de corps, à la large conception du jurisconsulte de Clermont.

Mais la législation française ne semble pas s'arrêter en si bonne voie ; et le projet de M. Goirand, qui demande que « quel que soit le régime adopté par les époux, la femme ait le droit de recevoir, sans le concours de son mari, les sommes provenant de son travail personnel, et d'en disposer librement », paraît avoir de grandes chances de succès.

Ce projet déposé à la Chambre le 9 juillet 1894 présente une importance capitale surtout en ce qui concerne les époux mariés sous le régime de la communauté, ou sans communauté. En effet, si la femme séparée de biens et la femme mariée sous le régime dotal avec exclusion des biens futurs, conservent la libre disposition des produits de leur travail, il n'en est pas de même de celles soumises au régime sans communauté, ou surtout au régime de la communauté légale, qui sont souvent les plus pauvres, les plus courageuses, et le plus mal mariées.

la législation italienne, au niveau des mœurs actuelles.

*
* *

Devons-nous regretter la théorie de Beaumanoir sur le douaire, comme nous regrettons sa théorie de la puissance maritale et de la communauté ? Nous ne le croyons pas ; car le douaire est devenu une institution surannée, et la loi du 9 mars 1891, sans atteindre la perfection, accorde au conjoint survivant des droits nécessaires, que le Code Civil avait omis de lui donner.

Au XIII^e siècle, l'influence chrétienne avait développé entre époux les sentiments d'affection et de tendresse : le douaire était constitué par le mari *pro dilectione et amore* (1). Mais, par suite de la renaissance romaine, les raisons d'intérêt vont bientôt l'emporter sur celles d'affection, et le douaire n'aura plus d'autre utilité que de conserver à la veuve le rang social qu'elle avait du vivant de son mari. Dès lors, le douaire n'avait plus sa raison d'être dans les ménages pauvres, et quant aux ménages riches, la situation des veuves était suffisamment garantie par l'hypothèque légale qui grevait tous les biens du mari.

C'est pour ces différentes raisons que le douaire n'a pas été reproduit dans le Code Civil.

(1) B. XIII, 1.

Cependant il eût été nécessaire de le remplacer par d'autres dispositions. Car s'il est vrai que le Code civil a égalisé les droits successoraux des deux sexes ; s'il est vrai que le principe de la liberté des conventions matrimoniales permet au mari de faire à sa femme une donation par contrat de mariage, analogue au douaire, il est bien certain cependant, que la situation de la veuve a été négligée par le législateur de 1804, et qu'elle est inférieure à celle dont elle jouissait dans les coutumes de Beauvoisis.

En effet, les donations par contrat de mariage ne présentaient pas tous les avantages du douaire, et, de plus, le conjoint survivant ne succédait au conjoint prédécédé qu'avant l'Etat, après tous les autres héritiers.

Comment ? Deux époux ont longtemps vécu côte à côte ; ils ont travaillé et acquis par leurs efforts communs ; ils ont associé leur vie entière, et cette vie commune ne se prolongerait pas entre eux, après la mort de l'un, par une libéralité légale au profit du survivant !

Des travaux entrepris dès 1872 aboutirent heureusement à la loi du 9 mars 1891 (1). Le droit du conjoint survivant qu'elle consacre ne ressemble guère au douaire. Ainsi il est accordé aussi bien au mari qu'à la femme, à l'inverse du douaire qui est

(1) Nous supposons connue la loi du 9 mars 1891, dont l'étude ne rentre pas dans notre programme.

réservé à cette dernière ; le nouveau convol n'est pas une cause de déchéance pour le douaire, tandis qu'il l'est pour l'usufruit de la loi de 1891, lorsqu'il existe des descendants du conjoint décédé ; enfin le douaire est toujours dû intégralement, tandis que l'usufruit du nouvel article 767 du Code civil ne peut être pris que sur les biens de l'époux décédé, dont il n'a pas disposé par donation entre vifs ou testament et qui ne font pas partie de la réserve.

Cette loi a-t-elle réalisé la perfection ? C'est très douteux, car il nous semble que la quotité de l'usufruit de l'article 767 nouveau devrait être graduée selon la proximité des parents que laisse le conjoint décédé : l'usufruit de la loi de 1891 ne devrait-il pas, en effet, avoir pour base, comme le douaire sous Beaumanoir, l'affection mutuelle et réciproque que les époux se doivent, affection souvent d'autant plus forte qu'il leur reste moins de proches parents ?

CONCLUSION

Il convient, à la fin de cette étude, de résumer en quelques mots le système qu'il serait désirable de voir régler les rapports juridiques entre époux ; il se rapproche sensiblement de celui de Beaumanoir.

Comme dans Beaumanoir, nous désirons que l'autorité maritale soit conservée : car elle est liée au régime de communauté qui est un régime bien français, et il est nécessaire que la société entre époux ait un chef.

Comme dans Beaumanoir, nous voudrions que cette puissance du mari ait pour base l'unité de direction nécessaire à la bonne administration de la communauté, et non pas l'idée d'incapacité de la femme. Il en résulterait la suppression de l'autorisation supplétive de justice, qui ne devrait être conservée qu'au cas de refus injustifié du mari, refus qui n'empêcherait pas les tiers, ayant contracté avec la femme de se faire payer sur la pleine propriété des biens de cette dernière.

Comme dans Beaumanoir, nous voudrions que la femme reprît tous ses pouvoirs en cas d'absence et d'interdiction du mari, que l'autorisation, jugée inutile, du mari mineur, ne fût pas remplacée par celle, tout aussi inutile, de la justice, et que le mari pût donner à sa femme une autorisation générale révocable au gré de celui-là.

Ces modestes réformes nous paraissent indispensables. Ne serait-ce pas là le seul moyen d'en éviter d'excessives, comme celles réalisées en Angleterre, et de conserver au mari une supériorité prête à lui échapper, et cependant nécessaire, sur notre sol français, à la bonne harmonie du ménage ?

Vu par le *Président de la thèse*, Vu, le *Doyen*,
le 8 décembre 1900 GLASSON.
Ch. LEFEBVRE.

Vu
et permis d'imprimer,
Le recteur de l'Académie de Paris.
GRÉARD.

GLOSSAIRE

A

Aage, âge, majorité.
Aagié, celui qui est en âge, majeur.
Acompaignement, compagnie.
Acompaignier, s'associer.
Acoustumance, usage.
Acoustumé, qui a acquis force de coutume.
Adoneques et *Adont*, alors.
Aemplir, remplir, exécuter.
Aheritier, faire héritier, douer de la qualité d'héritier.
Ainçois, mais.
Alouer, distribuer, engager, donner.
Amender, amender, améliorer.
Aparoir, apparaître, être évident.
Apertement, avec évidence.
Apeticier, diminuer, au propre et au figuré.
Aprochier, approcher, faire venir, terminer plus tôt.

Aqueste, acquêt.
As, aux, à les.
Assaudroit, 3^e sing. cond. prés. de *assaillir*.
Asseurement, sauvegarde.
Asseurer, assurer.
Aterminer, mettre à terme.
Aus, eux.
Avenant, qui convient.
Avoutire, adultère (crime del').

B

Bail, tutelle d'un mineur exercée par son plus proche parent du côté d'où vient le fief dont le mineur ne peut faire hommage.
Baron, baron, mari.
Bastardie, bâtardise.
Besoigne, affaire en général.
Bourse, bourse ; par le *Bourse*, argent en main.
Bouter, pousser.

C

Cel, cele, ce, cet, cette.
Certain, assuré, sûr.
Certaineté, certitude, preuve certaine.
Cest, celui-ci.
Chargier, charger, donner comme mission.
Chastellerie, châellenie.
Chevir, nourrir, entretenir.
Chevissance, ce qui est nécessaire pour vivre.
Chief, chef, tête.
Cil et plur. ceus, celui-là, ceux-là.
Compaignie, compagnie, association, société.
Contée, s. fém., comté.
Contens, débat, contestation.
Contremandement, action de contremander.
Convenance, convention, marché.
Convenanchier, convenir.
Court, cour, jugement, audience.
Crestienté, chrétienté.
Cruellement, avec une grande rigueur.

D

Damage, dommage, dommages et intérêts, indemnités.
Debatre, contester.
Defaute, défaut, absence.
Delivre, exempt ; quite et delivre, sans charge de dettes.

Demourer, demeurer.
Departir, diviser, partager.
Derrain, dernier.
Descendance, hérédité.
Descendement, succession en ligne directe.
Descendue, descente.
Despecier, dépiécer, détériorer, annuler.
Dessaisine, action de dessaisir.
Dessoivrement, séparation.
Destourner (se), s'enfuir.
Deté, débiteur.
Deteur, débiteur, créancier.
Deu, 1^{er} sing. ind. prés. de douer.
Deviser, partager, disposer en divisant.
Dont, dont, donc, de ce que, à propos de quoi.
Doaire, douaire.
Droitement, directement.
Dusques, jusques.

E

Emprise, entreprise.
Enconvenancier, promettre.
Endroit, directement en face de.
Enfes, enfant.
Entrehaïr (s'), se haïr mutuellement.
Eritage, héritage, immeuble réel.
Eschéance, fin, terminaison.
Escheoite, succession en ligne collatérale.

Especiaument, spécialement.
Espirituelment, par rapport au spirituel.
Essieuté, excepté.
Essieuter, mettre à part.
Essoine, excuse légitime de comparaître en justice.
Estrange, étranger.

F

Faus, faux.
Fere, faire.
Fiancier, promettre, jurer.
Fillastre, beau-fils.
Forfeture, forfaiture.
Fouïr, labourer la vigne (avec le hoyau).

G

Gaaignable, labourable.
Gaaignage, labourage, culture.
Garde, masc. et fém., celui qui tient un enfant sous sa garde.

H

Home, *hons*, *ons*, homme, vassal.

I

Icel, *iccle*, ce, celui, celui-ci, celle, celle-ci.

J

Jor, jour.
Jugeur, homme qui juge.
Jugîe, jugement.

L

Lever, percevoir les fruits d'un bien.
Li, le, les.
Loial, légal.
Louer, conseiller, engager.

M

Mainburnie, situation de celui qui est en puissance de mainbour.
Mainburnissieres, administrateur.
Manoir, habitation.
Marastre, belle-mère.
Marceandise, marchandise, commerce.
Mautalent, mauvais vouloir, animosité.
Mauvesement, par mauvaise foi.
Mehaing, dommage, tort, mutilation.
Meller (se), se mêler.
Merveiller (se), s'étonner.
Mes, mais.
Mesaise, situation pénible, douloureuse.
Mesnie, ensemble des gens de la maison ; tous ceux qui son

au service de quelqu'un d'une façon permanente ; par extension, famille.

Mestier, besoin.

Mouvable, qui peut se transporter d'un lieu à un autre sans détermination.

N

Neporquant, cependant.

Nouveleté, innovation.

Nus, nul.

O

Oir, hoir.

Ore, maintenant.

Ostel, maison, demeure.

Ostel le Roi, le Parlement.

Outrageus, exagéré, excessif, immodéré.

Ouvrer ou *Ovrer*, agir, se comporter.

P

Parole, 3^e sing. ind. prés. de parler.

Pledier, plaider, appeler en justice.

Plegerie, action de *plegier*, garantir.

Plevine, engagement, cautionnement, fiançailles.

Plevissailles, fiançailles, cautionnement.

Plurieux, plusieurs.

Poeste, pouvoir ; *homme de poeste*, sujet.

Porcacier, poursuivre, réclamer.

Pucelage, condition de fille.

Q

Que, que, car, attendu que, afin que, de peur que, de manière que.

Querele, procès.

Quite, quitte.

Quint, cinquième.

R

Racat, retrait, faculté accordée à un parent d'entrer en possession de l'héritage vendu par son parent, en remboursant à l'acquéreur l'argent qu'il a payé.

Rescourre, recouvrer par force, exercer le retrait lignager.

Rescousse, action de *rescourre*, de recouvrer.

Resnable, raisonnable.

S

Secourre, porter secours.

Sergant, celui qui est aux ordres de quelqu'un à quelque titre que ce soit.

Seue, connaissance.
Si, cependant, donc ; *si que*, en
 sorte que.
Soier, scier, faucher.
Sousaage, minorité.
Sousaagié, mineur.
Soustenance, subsistance.

T

Tantost, tantôt, aussitôt.
Temporalité, pouvoir temporel
 laïque.
Tes, *tiex*, tel.
Tonlix, droit d'entrée ou de
 passage.
Torfet, préjudice, dommage.
Tout, tout ; *tout ainsi*, par con-
 séquent ; *tout soit-il ainsi que*,
 bien que.

Travers, droit de traverser.
Tricherie, tromperie, duperie.
Tuit, suj. plur. de *tout*.

U

Ui, aujourd'hui.

V

Veue, vue.
Veveté, veuvage.
Vilenage, héritage tenu à cens
 à rente ou à champart.
Vilenie, tort injurieux.
Voir, vrai.
Vousist, 3^e sing. imp. subj. de
 vouloir.

BIBLIOGRAPHIE

H. BORDIER. *Philippe de Remi, sire de Beaumanoir* (1246-1296) ; Paris, 1869-73, 2 vol. in-8° avec planches.

LABOULAYE. *Etude sur Beaumanoir*, dans *Revue de législation et de jurisprudence*, XI, 1840.

BEUGNOT. *Notice sur Philippe de Beaumanoir* ; Paris, 1842.

AUG. MOREL. *Etude historique sur les Coutumes de Beauvoisis*. Paris, in-8°, 1851.

*
* *

COUSTUMES DE BEAUVOISIS, par Philippe de Beaumanoir. *Edition Thaumais de la Thaumassière*. Bourges, 1690, chez François Toubau. 1 vol.

LES COUTUMES DE BEAUVOISIS, par Philippe de Beaumanoir. Edition Beugnot. Paris, 1842, chez Jules Renouard, 2 vol.

LES COUTUMES DE CLERMONT EN BEAUVOISIS. Edition Salmon, chez Picart, 1900, 2 vol.

GUY COQUILLE. — Questions et Réponses.

RENUSSON. — Traité de la Communauté.

DU MOULIN. — Notes sur la Coutume de Paris.

LOYSEL. — Institutes coutumières.

BOURJON. — Droit commun de France.

LOYSEAU. — Traité du Déguerpissement.

LEBRUN. — Traité de la Communauté.

DUNOD. — Observation sur la Coutume du Comté de Bourgogne.

POTHIER. — Traité de la puissance maritale.

CONDORCET. — Œuvres.

FENET. — Travaux préparatoires du Code civil.

* * *

LEÇONS D'INTRODUCTION A L'HISTOIRE DU DROIT MATRIMONIAL FRANÇAIS, par M. Charles Lefebvre. Paris, Larose, 1899.

HISTOIRE DU DROIT ET DES INSTITUTIONS DE LA FRANCE, par E. Glasson. Paris, Pichon, 1896.

PRÉCIS DE L'HISTOIRE DU DROIT FRANÇAIS, par Paul Viollet. Paris, Larose, 1886.

ÉTUDE SUR LA CONDITION PRIVÉE DE LA FEMME, par Paul Gide.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
VIE DE BEAUMANOIR.....	5
AVANT-PROPOS.....	7
INTRODUCTION.....	11
Plan de cette étude.....	15
 CHAPITRE PREMIER. — Historique de la Juridic- tion ecclésiastique en matière de mariage jus- qu'à Beaumanoir inclusivement.....	19
Empire Romain.....	20
Mérovingiens.	20
Carolingiens.....	21
Théorie des Capitulaires de Charlemagne.....	21
— de Beaumanoir.....	23
 CHAPITRE II. — Influence du Christianisme sur le droit des gens mariés au XIII^e siècle, particuliè- rement dans Beaumanoir.....	28
Indices de cette influence dans l'œuvre de Beau- manoir.....	28
Exposé des principes chrétiens sur le droit des gens mariés.....	29
 CHAPITRE III. — La puissance maritale dans Beau- manoir.....	36
Pouvoirs du mari sur la personne de sa femme...	36
Id. les actes de sa femme.....	38

	Pages.
Etendue de la capacité juridique de la femme autorisée.....	39
Incapacité de la femme mariée non autorisée.....	43
Cas où la femme mariée peut s'obliger sans l'autorisation de son mari.....	44
Caractère de l'incapacité de la femme mariée.....	47
Le mari seul peut se prévaloir du défaut d'autorisation.....	51
Sanction de ce défaut d'autorisation.....	51
Beaumanoir nous renseigne-t-il sur les origines de la Puissance maritale ?.....	57
CHAPITRE IV. — La Communauté dans Beaumanoir	56
I. — FORMATION DE LA COMMUNAUTÉ.....	57
II. — COMPOSITION DE LA COMMUNAUTÉ.....	57
1 ^o <i>Actif de communauté</i>	57
Meubles et immeubles	59
Cateux.....	61
Les conquêts de communauté et leur sphère..	64
2 ^o <i>Passif de communauté</i>	67
Dettes antérieures au mariage.....	67
— nées pendant le mariage.....	68
— — du chef du mari.....	68
— — du chef de la femme..	68
III. — ADMINISTRATION DE LA COMMUNAUTÉ.....	70
<i>Pouvoirs du mari sur les biens de communauté</i>	71
<i>Nature du conquêt de communauté</i>	71
<i>Conséquences de la mauvaise administration du mari</i>	74
<i>Séparation de fait : cas où elle est autorisée</i>	76
<i>Impossibilité de la séparation de biens</i>	78
IV. — DISSOLUTION DE LA COMMUNAUTÉ.....	79
<i>Elle ne se dissout que par la mort de l'un des conjoints</i>	79
<i>Renonciation à la communauté</i>	80
<i>Préciput</i>	81
<i>Partage</i>	82
<i>Communautés continuées</i>	82
— taisesibles.....	84

	Pages.
V. — BEAUMANOIR NE CONNAIT PAS LA THÉORIE DES RÉCOM- PENSES. LE RETRAIT DE <i>mi-denier</i>	87
Résumé des caractères de la communauté.....	88
Beaumanoir nous renseigne-t-il sur les origines de la communauté ?.....	90
CHAPITRE V. — Le Douaire dans Beaumanoir.....	95
1 ^o DOUAIRE DES FEMMES.....	95
Création du douaire coutumier. Ordonnance de 1214.....	96
Conditions exigées pour que la femme ait droit au douaire.....	100
Sur quels biens porte le douaire?.....	100
Ouverture du douaire.....	104
Nature du droit de douaire.....	105
Extinction du douaire.....	107
Renonciation au douaire.....	108
Compétence.....	109
2 ^o DOUAIRE DES ENFANTS.....	110
Beaumanoir nous donne-t-il des indications sur les origines du douaire ?.....	114
CHAPITRE VI. — Dons et legs entre époux dans Beaumanoir.....	120
CHAPITRE VII. — Quelques idées de Beaumanoir sur le droit des gens mariés, comparées à celles du code civil.....	125
La Puissance maritale et le rôle de la femme ma- riée dans Beaumanoir comparées avec les théo- ries correspondantes :	
1 ^o émises jusqu'au Code civil exclusivement..	127
2 ^o dans le Code civil.....	133
3 ^o dans les nouvelles législations italienne, portugaise et espagnole.....	139
Doit-on regretter le douaire ?.....	144
CONCLUSION.....	147
GLOSSAIRE.....	149
BIBLIOGRAPHIE.....	155
TABLE DES MATIÈRES.....	157

